

DÉCLARATION DU PAPE LÉON XIV AU 1^{ER} JOUR DE SA VISITE EN ALGÉRIE

«L'ALGÉRIE, FORTE DE SES RACINES, EST CAPABLE DE POURSUIVRE SA CONTRIBUTION À LA STABILITÉ ET AU DIALOGUE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»



1^{ER} JOUR DE LA VISITE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

ENGAGEMENT À PROMOUVOIR LES VALEURS DU DIALOGUE, DE LA PAIX ET DE LA COEXISTENCE

La visite officielle du pape Léon XIV en Algérie, la première d'un souverain pontife depuis l'indépendance, a été marquée, au 1er jour, lundi, par l'engagement à promouvoir les valeurs de dialogue, de paix et de coexistence.

À l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Pape Léon XIV a entamé sa visite par un accueil officiel à l'aéroport international Houari-Boumediène, où il a passé en revue des détachements des forces de l'Armée nationale populaire (ANP) avant de se rendre au Sanctuaire du Martyr pour se recueillir à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution de libération nationale.

Au siège de la Présidence de la République, le président de la République a réservé un accueil officiel au Souverain pontife. Les deux parties ont eu un entretien en tête à tête, suivi par l'échange de cadeaux symboliques. Par la suite, le Pape s'est rendu à Djamaa El-Djazair, où il a été accueilli par le président de la République qui a prononcé un discours, réaffirmant "la disponibilité totale et inébranlable de l'Algérie à poursuivre sa coopération étroite avec le Vatican".

Le président de la République a appelé à faire prévaloir "l'esprit de compréhension sur la division, le dialogue sur la confrontation, et la coexistence sur l'hostilité".

Il a ajouté que Sa Sainteté le Pape est "le plus digne porteur du flambeau des valeurs humaines et spirituelles rassembleuses : celles de la liberté, du dialogue et de la coexistence pacifique", soulignant que "l'Algérie reste



résolument engagée à les soutenir et à les promouvoir dans tous les espaces régionaux auxquels elle appartient, et bien au-delà de ses espaces".

Il a également rappelé l'héritage commun de saint Augustin, natif de Thagaste (Souk Ahras), et de l'émir Abdelkader.

Pour sa part, le pape Léon XIV a salué un peuple algérien "profondément enraciné dans les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et d'esprit collectif", louant son hospitalité et sa grande générosité.

Il a indiqué, à cette occasion, être venu "en témoin de paix et d'espérance, auxquelles le monde aspire profondément et pour lesquelles le peuple algérien a toujours œuvré, lui qui n'a jamais cédé aux épreuves, car enraciné dans les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et d'esprit collectif, tissées dans le quotidien de millions de personnes humbles et bienveillantes, des personnes fortes et tournées vers l'avenir, que ni la force ni la richesse n'aveuglent et qui ne sacrifient pas la dignité de leurs compatriotes pour des

intérêts personnels ou ceux d'un groupe".

Sur l'esplanade de Riad El Feth, le souverain pontife a salué, dans un message prononcé devant des délégations venues l'accueillir, l'Algérie comme "carrefour des cultures et des religions, forte de ses racines et de l'espoir de sa jeunesse", réaffirmant sa capacité à contribuer à la stabilité et au dialogue au sein de la communauté internationale et sur les deux rives de la Méditerranée.

Par ailleurs, le Pape a visité les différentes structures religieuses et culturelles de Djamaa El-Djazair, accompagné du ministre recteur de cette institution, cheikh Mohamed Maâmoune Al-Kacimi Al-Hoceini, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf. A cette occasion qui constitue une halte pour le renforcement du dialogue interreligieux et l'ancrage des valeurs de coexistence, il a signé le livre d'or et échangé des présents. Le Pape Léon XIV s'est rendu également à la basilique Notre-Dame d'Afrique, sur les hauteurs d'Alger, où il a présidé une cérémonie religieuse.

RA

VISITE DU PAPE LÉON XIV À DJAMAA EL-DJAZAIR

UNE HALTE MARQUANTE CONSACRANT LA RECONNAISSANCE MONDIALE DU RAYONNEMENT RELIGIEUX ET CIVILISATIONNEL DE CET ÉDIFICE

Le rectorat de Djamaa El-Djazair a salué, lundi dans un communiqué, la visite effectuée par le Pape Léon XIV à cet édifice, estimant qu'elle constitue une halte marquante incarnant la reconnaissance mondiale de son rayonnement religieux et civilisationnel et consacrant la place internationale qu'il occupe désormais.

Le rectorat de Djamaa El-Djazair a apprécié le choix de l'Algérie comme première étape de la tournée africaine du Souverain pontife, soulignant que cette visite revêt "une profonde symbolique" en tant qu'"opportunité

renouvelée de promouvoir le dialogue entre les civilisations et de renforcer les ponts d'entente entre les peuples".

La visite du Pape Léon XIV vient mettre en avant "la profondeur historique de l'Algérie, qui n'a jamais renié son passé civilisationnel et son héritage humain, tout en demeurant attachée à sa religion, l'Islam, à son authenticité nationale et à sa référence religieuse de modération et de juste milieu qu'elle partage avec les pays d'Afrique du Nord et du Sahel, ce qui en fait un espace

fédérateur porteur d'un message pondéré et modéré", ajoute la même source.

Par ailleurs, Djamaa El-Djazair a réitéré son "engagement à contribuer à l'ancrage de la culture du dialogue et du rapprochement entre les cultures et les civilisations, au service de la dignité humaine et de la promotion des valeurs de paix et de coexistence, dans un monde aspirant au progrès, à la prospérité et à davantage de sérénité et de stabilité".

PRESSE INTERNATIONALE

LA PORTÉE HISTORIQUE DE CETTE VISITE SOULIGNÉE

La visite officielle, entamée lundi par le pape Léon XIV en Algérie, a suscité un large écho dans la presse internationale qui a mis en avant la portée historique et diplomatique de cet événement axé sur le renforcement du dialogue interreligieux, ainsi que sur la promotion des valeurs de coexistence pacifique face aux défis régionaux et internationaux croissants.

Sous le titre "Le pape Léon XIV prononce son message à la Cité et au monde", le site Al-Sharq Al-Awsat a relevé que la visite du pape en Algérie est "historique et hautement symbolique, car aucun pape ne s'est jamais rendu dans le pays, considéré comme le lieu de naissance de Saint Augustin, l'un des grands penseurs chrétiens".

Le média arabe a également mentionné que "la coexistence pacifique sera au coeur du message du pape".

Sous le titre "A l'occasion de la visite du pape Léon XIV en Algérie, débat entre politiques et intellectuels sur la redécouverte de l'héritage de Saint Augustin", le site Al-Quds Al-Arabi est revenu sur cette visite ainsi que sur l'intérêt accordé par les autorités algériennes à l'héritage de Saint Augustin, en entreprenant des démarches concrètes pour valoriser cet héritage, notamment en le proposant pour inscription au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

De son côté, le site "Ain Libya" a mis en avant

cette visite sous le titre "Le pape du Vatican entame une visite historique en Algérie", soulignant qu'il s'agit de "la première visite de ce type d'un souverain pontife dans le pays (...) portant un message central axé sur le renforcement du dialogue interreligieux, notamment avec le monde musulman, ainsi que sur la promotion des valeurs de coexistence pacifique face aux défis régionaux et internationaux croissants".

Le média libyen ajoute que cette visite "revêt une dimension religieuse et historique particulière", puisque le pape doit se rendre à Annaba, qui abrite la Basilique Saint-Augustin, "l'un des plus grands symboles de la pensée chrétienne, dont l'héritage intellectuel et spirituel reste présent dans l'orientation de l'église catholique".

Et dans un reportage sur la visite pour la première fois du pape en Algérie, l'agence turque Anadolu a, pour sa part, estimé que "ce déplacement historique prend une dimension symbolique en raison de l'appartenance du souverain pontife à la tradition liée à Saint Augustin, né en Algérie".

Plusieurs autres titres ont salué une "initiative stratégique" du Vatican destinée à "renforcer le dialogue en Méditerranée". Par la même occasion, le média "Vatican News" rapporte que la venue de Léon XIV en Algérie devrait "encourager la consolidation des liens de fraternité, dans des sociétés où les familles des deux confessions continuent de coexister dans un même élan de foi".

Pour leur part, des titres de la presse italienne, dont La Repubblica et Corriere della Sera, évoquent une démarche diplomatique du Saint-Siège visant à renforcer le dialogue interreligieux en Méditerranée.

Au Royaume-Uni, des médias comme The Guardian insistent sur la dimension géopolitique du déplacement, estimant qu'il s'inscrit dans une dynamique plus large de diplomatie religieuse et de recherche de stabilité en Méditerranée et en Afrique du Nord.

La BBC souligne, de son côté, sur son site internet, que "le pape a choisi l'Algérie pour sa première étape, en raison de sa signification spirituelle particulière", précisant que c'est la première visite d'un pape dans le pays de Saint Augustin auquel il est intrinsèquement lié.

Aux Etats-Unis, The Washington Post a écrit : "Le pape Léon XIV entame lundi le tout premier voyage papal en Algérie, dans le but de promouvoir la coexistence chrétiano-musulmane en cette période de conflit mondial et d'honorer l'inspiration locale de sa spiritualité religieuse, Saint Augustin".

La chaîne américaine CNN a également commenté cette visite, citant Martin McGee, expert des relations entre chrétiens et musulmans en Algérie, selon lequel le pape Léon XIV "cherchera à renforcer le dialogue entre les deux communautés".

RA

1^{ER} JOUR DE LA VISITE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

L'ALGÉRIE DISPONIBLE À POURSUIVRE LA COOPÉRATION AVEC LE VATICAN POUR RÉPANDRE LE DIALOGUE ET LA COEXISTENCE, DÉCLARE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, lundi, la disponibilité totale et inébranlable de l'Algérie à poursuivre sa coopération étroite avec le Vatican afin de promouvoir l'esprit de compréhension, répandre le dialogue, et renforcer la coexistence.

Dans une allocution prononcée au Centre culturel de Djamaa El-Djazair, à l'occasion de la visite officielle du Pape Léon XIV en Algérie, en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du gouvernement, de représentants d'institutions nationales et officielles, ainsi que de représentants de la société civile et du Corps diplomatique accrédité en Algérie, le Président de la République a déclaré: "Je réaffirme la disponibilité totale et inébranlable de l'Algérie à poursuivre sa coopération étroite avec le Vatican afin qu'ensemble, nous fassions prévaloir l'esprit de compréhension sur la division, le dialogue sur la confrontation, et la coexistence et la coopération sur l'hostilité et la discorde".

Il a ajouté que Sa Sainteté le Pape est "le plus digne porteur du flambeau des valeurs humaines et spirituelles rassembleuses : celles de la liberté, du dialogue et de la coexistence pacifique", soulignant que "l'Algérie mesure pleinement le sens profond et la portée durable de ces valeurs authentiques, qui constituent l'âme même de son identité nationale. Elle reste résolument engagée à les soutenir et à les promouvoir dans tous les espaces régionaux auxquels elle appartient, et bien au-delà de ses espaces".

Le président de la République a également souligné que "l'Algérie, tout au long de son histoire, a été une terre d'harmonie, d'interaction authentique et de symbiose féconde, en offrant un refuge sûr aux opprimés, aux persécutés et aux démunis, en défendant sans relâche la dignité sacrée de l'être humain, et en se tenant fermement aux côtés de toutes les causes justes dans le monde, qu'elles soient en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou même en Europe".

"Telles sont les valeurs rassembleuses dont nous partageons avec vous, Votre Sainteté, la foi en elles, l'attachement envers elles et l'engagement à œuvrer sans relâche afin qu'elles triomphent, tant au niveau régional qu'international : les valeurs de justice sociale, de paix, de liberté, de dialogue et de coexistence", a-t-il mentionné.

Après avoir souhaité la bienvenue à Sa Sainteté sur la terre d'Algérie, "terre de civilisation millénaire, carrefour historique des cultures, et



terre d'authenticité profonde et d'ouverture enrichissante et constructive", le président de la République a considéré que "la présence, aujourd'hui, de Sa Sainteté le Pape parmi nous, constitue un jalon historique majeur", ajoutant que cette visite "est la première d'un Pape du Vatican en Algérie depuis son indépendance, ce qui lui confère une résonance unique et profondément symbolique". S'adressant au Pape Léon XIV, le président de la République a déclaré: "Dans son essence même, votre visite incarne tant d'aspirations et tant d'ambitions qui nous unissent. L'Algérie est cette terre généreuse qui a donné naissance à Saint Augustin, votre père spirituel et l'un des esprits les plus lumineux de l'histoire de la pensée humaine. Natif de Thagaste, l'actuelle Souk Ahras, et évêque d'Hippone, aujourd'hui Annaba, il demeure un fils authentique de cette terre, après avoir été son premier berceau, a fièrement accueilli sa première demeure éternelle".

A cet égard, le président de la République a exprimé la fierté de l'Algérie pour l'héritage impérissable de Saint Augustin, en tant que "chapitre indissociable et profondément enraciné de notre histoire plurimillénaire, comme elle est tout aussi fière de l'héritage visionnaire du fondateur de l'Algérie moderne, l'Emir Abdelkader, un homme d'Etat, un homme de

foi et un penseur éclairé qui a porté avec force les valeurs éternelles de tolérance, de dialogue et de coexistence".

Il a indiqué que "notre monde n'a jamais eu autant besoin de s'inspirer de l'héritage de ces deux phares resplendissants à partir de la terre algérienne, en cette époque marquée par une accélération des transformations, une multiplication des défis et un effritement progressif des repères moraux qui devraient guider l'humanité toute entière".

Il a relevé que "dans une conjoncture aussi délicate, la voix de Votre Sainteté revêt une résonance exceptionnelle et une autorité morale singulière. Elle incarne les plus hautes aspirations de notre humanité commune et transmet des messages spirituels d'une noblesse rare et d'une profondeur remarquable".

Le président de la République a ajouté à l'adresse du Souverain pontife: "Vous êtes aujourd'hui, Votre Sainteté, l'un des plus ardents défenseurs de la justice sociale, à l'heure où le gouffre des inégalités économiques s'élargit dramatiquement à l'échelle mondiale, particulièrement entre le Nord et le Sud, et au moment où les disparités de développement se creusent davantage, tant entre les nations qu'au sein même des sociétés".

Dans cette même perspective, le président de la République a souli-

gné que l'Algérie "demeure parmi les nations les plus profondément et durablement attachées à la justice sociale. C'est au nom de cet idéal qu'elle a mené sa guerre de libération".

Il a rappelé que, depuis son indépendance, "l'Algérie en a fait un principe cardinal et inébranlable de sa marche vers le développement, une pierre angulaire de ses Constitutions successives, et le socle même sur lequel reposent toutes ses politiques nationales".

Pour le président de la République, "cet engagement profond résonne en parfaite harmonie avec votre noble et constant message en défense de tous ceux qui sont privés des moyens de vivre dans la dignité".

"Nous nous considérons comme vos partenaires fidèles et résolus dans la poursuite de cette noble mission", a-t-il dit. Le président de la République a indiqué, en outre, que le Pape Léon XIV constitue aujourd'hui "la voix la plus convaincante de la paix dans le monde, à un temps où les conflits continuent d'ébranler la sécurité et la stabilité de nombreuses régions, au premier rang desquelles le Moyen-Orient".

"Nous puisons une profonde consolation dans votre position courageuse face à la tragédie de Ghaza, face aux développements graves qui affectent la cause palestinienne dans son ensemble, et face aux nombreuses souffrances qui ont frappé la région du Golfe", a-t-il ajouté.

Le président de la République a, enfin, déclaré: "En unissant notre voix à celle de Votre Sainteté et à celle de toutes les consciences éveillées du monde, nous appelons à ce que justice soit rendue au peuple palestinien : qu'il puisse recevoir sans entrave l'aide humanitaire qui lui est destinée, que cessent les crimes systématiques commis à son encontre, et que son droit inaliénable à l'établissement d'un Etat indépendant et souverain soit consacré".

"Notre voix se joint à la vôtre pour plaider en faveur d'une sécurité et d'une paix durables dans la région du Golfe, et pour que le Liban surmonte les épreuves injustes qu'il continue d'endurer", a-t-il conclu.

RA

LE PAPE LÉON XIV :

LE PEUPLE ALGÉRIEN N'A PAS CÉDÉ AUX ÉPREUVES

Le pape Léon XIV a affirmé, lundi à Alger, que le peuple algérien n'a jamais cédé aux épreuves, car étant profondément enraciné dans les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et d'esprit collectif, louant son hospitalité et sa grande générosité.

Dans une allocution prononcée au Centre culturel de Djamaa El-Djazair, en présence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de hauts responsables de l'Etat et de membres du gouvernement, ainsi que des représentants d'instances nationales et officielles, des représentants de la société civile et du corps diplomatique accrédité en Algérie, Sa Sainteté le Pape a indiqué être venu "avec un vif enthousiasme de rencontrer le noble peuple algérien", soulignant que "son profond sens religieux est le secret de la culture de rencontre et de réconciliation dans un monde marqué par les conflits et les malentendus".

Il a indiqué, à cette occasion, être venu "en témoin de paix et d'espérance, auxquelles le monde aspire profondément et pour lesquelles le peuple algérien a toujours œuvré, lui qui n'a jamais cédé aux épreuves, car enraciné dans les valeurs de

solidarité, d'acceptation de l'autre et d'esprit collectif, tissées dans le quotidien de millions de personnes humbles et bienveillantes, des personnes fortes et tournées vers l'avenir, celles que ni la force, ni la richesse n'aveuglent et qui ne sacrifient pas la dignité de leurs compatriotes pour des intérêts personnels ou ceux d'un groupe".

Dans ce contexte, le Pape a rappelé que le peuple algérien "a montré, à maintes reprises, sa grande générosité", laquelle se manifeste à travers "le sens de l'hospitalité profondément enracinée, considéré comme une valeur sociale fondamentale". "Les événements historiques tragiques survenus par le passé ont doté l'Algérie d'une vision profonde et perspicace des équilibres mondiaux, la rendant solidaire avec les souffrances de nombreux pays, proches comme lointains", a souligné le Souverain pontife. Il s'agit là, selon lui, "d'une expérience en mesure de contribuer à promouvoir davantage de justice entre les peuples" et de faire de l'Algérie "un acteur clé d'un nouveau cours de l'histoire, non fondé sur l'aggravation des incompréhensions et des conflits, mais sur le respect de la dignité humaine, plus nécessaire que jamais

face aux violations persistantes du droit international, et aux conflits à caractère néocolonial".

Il a rappelé que ses prédécesseurs "avaient clairement mesuré la portée historique de ce défi". Le Pape Benoît XVI considérait que "les processus de mondialisation, s'ils sont correctement compris et orientés, offrent une possibilité sans précédent de redistribution des richesses à l'échelle mondiale, mais que, mal dirigés, ils peuvent entraîner une aggravation de la pauvreté et des inégalités, voire déclencher une crise mondiale".

Dans cette optique, le Souverain pontife a affirmé que l'Eglise catholique "entend contribuer au bien commun en Algérie et renforcer sa propre identité en tant que passerelle entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest et entre la Méditerranée et le Sahara".

Au terme de son allocution, le pape Léon XIV a insisté sur la nécessité de "prôner l'écoute, le dialogue et la confiance afin de voir dans l'autre un compagnon de route et non une menace".

RA

1ER JOUR DE LA VISITE DU PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

« L'ALGÉRIE, FORTE DE SES RACINES, EST CAPABLE DE POURSUIVRE SA CONTRIBUTION À LA STABILITÉ ET AU DIALOGUE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Le pape Léon XIV, arrivé lundi à Alger pour une visite officielle, a affirmé que l'Algérie, forte de ses racines et de l'espoir de sa jeunesse, est capable de poursuivre sa contribution à la consécration de la stabilité et du dialogue au sein de la communauté internationale et sur les deux rives de la Méditerranée.

Dans une allocution prononcée à l'esplanade de Riad El Feth devant les délégations présentes pour l'accueillir, le pape Léon XIV a déclaré que "l'Algérie, forte de ses racines et de l'espoir de sa jeunesse, est capable de poursuivre sa contribution à la consécration de la stabilité et du dialogue au sein de la communauté internationale et sur les deux rives de la Méditerranée".

Le pape a, également, mis en avant le riche patrimoine que possède l'Algérie, lequel, a-t-il dit, "a soutenu son cheminement dans les moments difficiles et continue d'orienter son avenir".

Il a ajouté que "l'avenir appartient aux hommes et aux femmes de paix", soulignant que "la justice



trionphera toujours et que la violence n'aura jamais le dernier mot".

Il a en outre souligné que le respect mutuel "est la voie qui permet aux peuples de cheminer ensemble".

Le pape Léon XIV a qualifié l'Algérie de "carrefour des cultures et des religions", ajoutant que c'est "un grand pays doté d'une grande histoire depuis l'époque de Saint-Augustin et bien avant".

"L'Algérie a aussi connu une histoire douloureuse, marquée par des périodes de violence, mais vous avez su surmonter tout cela avec courage et honneur", a-t-il dit à l'adresse du peuple algérien.

RA

LE PAPE LÉON XIV EN VISITE À LA BASILIQUE NOTRE-DAME D'AFRIQUE À ALGER

Le Pape Léon XIV a visité, lundi en fin d'après-midi, la Basilique Notre-Dame d'Afrique (Alger) où il a présidé une cérémonie dans le cadre de sa visite en Algérie.

Le pape Léon XIV a entamé

lundi une visite officielle en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

RA



PRINCIPALES DÉCLARATIONS SUR L'ÉVÉNEMENT

L'ALGÉRIE JOUE UN RÔLE IMPORTANT DANS LE RAPPROCHEMENT DES POINTS DE VUE ET L'ÉTABLISSEMENT DE PONTS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE, DÉCLARE MME GIORGIA MELONI

Voici les déclarations de personnalités religieuses, politiques et associatives relatives à la visite officielle du pape Léon XIV, lundi en Algérie :

- Présidente du Conseil des ministres de la République italienne, Mme Giorgia Meloni : La visite du pape Léon XIV est un "événement historique qui confirme que l'Algérie joue un rôle important dans le rapprochement des points de vue et l'établissement de ponts de coopération entre l'Europe et l'Afrique".

- Présidente de l'Association France-Algérie, Mme Ségolène Royal : La visite historique du pape Léon XIV est un "message universel" en faveur du dialogue interreligieux et de la réconciliation entre les peuples des deux rives de la Méditerranée. "Le symbole du dialogue entre les religions, fait de respect et de fraternité, est remarquable, puisqu'après avoir célébré Pâques, fête la plus importante pour les chrétiens, le Saint-Père se déplace en Algérie, pays à majorité musulmane, à l'invitation du pré-



sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

- Archevêque d'Alger, le Cardinal Jean-Paul Vesco : "La visite historique du pape Léon XIV en Algérie constitue un signal fort et un témoignage de coexistence, faisant de l'Algérie le point de départ d'un message de paix universel. C'est un très bon signe qui redonne une profondeur à

la grande histoire de l'Algérie, terre de Saint-Augustin"

- Recteur de la basilique Saint-Augustin d'Annaba, Fred Wekesa : "Cette visite historique du souverain pontife est d'une importance stratégique et spirituelle. Elle confirme la position de l'Algérie dans la diffusion des messages de paix, de tolérance et la promotion des valeurs de dia-

logue entre les religions et les cultures".

- Président du Haut Conseil islamique (HCI), M. Mabrouk Zaid el Kheir : "L'Algérie et le Vatican partagent les valeurs humaines et de paix et présentent un exemple de ce que peuvent être les relations internationales lorsqu'elles sont fondées sur la sagesse et la clairvoyance".

- Secrétaire général de la Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS), M. Lakhmissi Bezzaz : "La visite du pape en Algérie va au delà de la dimension religieuse pour constituer un événement politique et diplomatique majeur, d'autant que sa tournée africaine commencera par l'Algérie, qui représente le cœur battant de l'Afrique de par son poids historique et symbolique, faisant d'elle un pont entre les deux continents".

- L'intellectuel et islamologue Mustapha Cherif : "Nous sommes aujourd'hui conscients qu'il s'agit d'un moment où se croisent le passé et l'avenir. Il y aura un avant et un après (en matière) de dialogue interreligieux et de diplomatie culturelle avec la visite du pape Léon XIV".

RA

HASSI-MESSAOUD

UNE VILLE MODERNE AU CŒUR DU DÉSERT

La concrétisation de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, l'un des projets urbains majeurs et structurants du Sud du pays, destiné à faire émerger un pôle urbain et d'investissement équilibré et porteur, enregistre une progression significative au regard des infrastructures et équipements déjà achevés, selon des informations communiquées lundi par les services de la wilaya d'Ouargla.

Par Ali Boudefel

Ce vaste programme s'inscrit dans la stratégie nationale de développement des villes nouvelles et vise à alléger la pression sur l'ancien tissu urbain tout en s'adaptant aux évolutions socioéconomiques que connaît la région de Hassi-Messaoud, considérée comme l'un des piliers énergétiques du pays.

Lors d'une récente visite d'inspection, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a examiné, à travers un exposé technique présenté par les responsables de l'Etablissement de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud (EVNH), les différentes étapes d'avancement des chantiers, les infrastructures de base ainsi que les programmes de logements et d'équipements publics.

Implanté stratégiquement au lieu-dit Qued El-Marâa, à égale distance d'environ 80 km des villes d'Ouargla, Touggourt et de l'actuelle Hassi-Messaoud, le projet couvre une superficie de 4.483 hectares et devrait accueillir près de 80.000 habitants.

Le plan d'aménagement prévoit des zones résidentielles, des extensions urbaines futures, des espaces dédiés à la protection de l'environnement ainsi que des zones d'activités logistiques.



Selon les données techniques, une attention particulière est accordée à l'environnement, avec l'aménagement d'une ceinture verte de 300 hectares composée de 40.000 palmiers et 30.000 arbres de diverses essences, afin de lutter contre la désertification et de favoriser la création d'un microclimat, en complément d'autres espaces verts destinés à faire de cette ville un modèle durable en milieu désertique.

Concernant les infrastructures de base, les travaux des réseaux (eau potable, assainissement, gaz et électricité) avancent à un rythme soutenu, avec également le recours à l'énergie solaire pour l'éclairage public, le déploiement de la fibre optique et la réalisation d'un centre d'enfouissement technique.

La ville bénéficiera d'un réseau de communication interconnecté grâce à sa proximité avec la RN-3 et le tracé de la ligne ferroviaire en cours entre Touggourt et Hassi-Messaoud, en plus d'autres accès routiers.

Le projet prévoit, en priorité, un

programme initial de 16.000 logements pouvant accueillir environ 70.000 habitants, accompagné d'équipements publics dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services administratifs.

Outre l'achèvement de 2.000 logements publics locatifs et le lancement de 2.000 autres, deux complexes hydrauliques d'une capacité de 24.000 m³/jour chacun sont en cours de réalisation pour alimenter la population et les zones d'activités, en plus de l'exploitation des nappes souterraines et de la construction de châteaux d'eau et de stations d'épuration, afin d'assurer une gestion rationnelle des ressources hydriques.

Pas moins de 177 parcelles, sur un total de 248 prévues dans la zone d'activités logistiques, sont destinées aux opérateurs économiques actifs dans les domaines de l'énergie, des énergies renouvelables et des services logistiques, tandis que 72 lots sont réservés à la relocalisation des filiales du groupe Sonatrach, avec à la clé près de 40.000 emplois potentiels et le

renforcement du rôle de cette ville comme futur pôle économique.

Dans le but de dynamiser davantage l'investissement public et privé, ce projet bénéficie du cadre offert par la nouvelle loi sur l'investissement et de l'accompagnement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, favorisant la réalisation de projets dans l'immobilier, les services, la formation privée, l'hôtellerie et le commerce.

Cette dynamique s'est déjà traduite par le lancement de cinq premiers projets destinés à diversifier l'économie locale, valoriser le potentiel immobilier et attirer des investissements multisectoriels.

La ville nouvelle de Hassi-Messaoud se concrétise ainsi progressivement, avec l'ambition de devenir une ville verte au cœur du désert, conjuguant durabilité, performance technique et création de richesse, en cohérence avec les objectifs du schéma national d'aménagement du territoire à l'horizon 2030, selon les précisions apportées.

A.B

BATNA

APPRENDRE À MIEUX CULTIVER LES POMMES

"L'ingénierie des vergers de pommiers en Algérie" était au centre d'une journée de formation organisée, lundi, par la chambre de l'Agriculture de Batna en coordination avec le Conseil de wilaya interprofessionnel des arbres fruitiers, en présence de pomiculteurs de plusieurs communes. La manifestation, tenue à la salle de conférences du parc national de Belezma sous le slogan « parcours scientifique vers des projets rentables : pommes de qualité à prix compétitifs », était animée par un professeur des universités en sciences agricoles de l'université de Khenchela, Toufik Benhizia. La rencontre s'est distinguée par la présentation d'une conférence scientifique simplifiée consacrée aux dernières techniques utilisées dans l'ingénierie, la création et la gestion des vergers de pommiers selon des méthodes scientifiques modernes. L'accent a été mis sur les informations techniques que les agriculteurs doivent maîtriser pour contrôler le processus de production et obtenir un produit abondant et de qualité tout en réduisant les coûts, notamment les analyses de sol sur la base desquelles ils choisissent la variété de pommes ainsi que les engrais et les

méthodes de protection du produit à différentes étapes. La journée de formation, à laquelle ont participé des agriculteurs producteurs de pommes ainsi que des représentants de diverses organisations agricoles et entreprises de produits phytosanitaires, a suscité une forte interaction de la part des participants et un riche débat qui a révélé le désir de nombreux agriculteurs d'introduire des technologies modernes dans leurs vergers et d'améliorer la qualité et la quantité de leur production.

Le secrétaire général de la chambre de l'agriculture de Batna, Fateh Benmansour, a souligné que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'engagement constant de la chambre à accompagner les agriculteurs, à améliorer la qualité des produits et à renforcer leur compétitivité. Cette formation, dédiée aux pommes pour la culture desquelles Batna est une des régions pionnières, était destinée à permettre aux agriculteurs d'accéder aux technologies modernes pour les développer dans le cadre d'une agriculture d'avant-garde fondée sur la science et l'innovation.

R.R

DJELFA

LANCEMENT DES TRAVAUX DE DÉDOUBLEMENT DE LA RN46 SUR 60 KM

Les travaux de dédoublement d'un tronçon de 60 km de la RN46 reliant la commune de Charef au chef-lieu de wilaya de Djelfa ont été lancés lundi. Selon sa fiche technique, ce projet, inscrit au titre du programme complémentaire de développement de la wilaya de Djelfa, a été doté d'une enveloppe de 12 milliards de DA, avec un délai de réalisation fixé à pas plus de 30 mois.

Lors du lancement des travaux de ce projet, qui s'est déroulé à proximité de la région de "Hammam Charef", le wali Djahid Mous a insisté auprès des entreprises réalisatrices sur la nécessité de renforcer le chantier par des moyens appropriés, tout en veillant à la qualité des travaux et au respect des délais contractuels, eu égard à l'importance de cet axe pour les usagers et les citoyens de la wilaya.

Le wali a souligné que ce type de projet "traduit les efforts de l'Etat pour la prise en charge des priorités de développement, notamment celles liées aux grandes infrastructures, au vu de leur impact socio-économique", rappelant que la wilaya est devenue un vaste chantier ouvert à de nombreux projets inscrits dans le cadre du programme complémentaire décidé en 2023 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ce projet de dédoublement de cet axe stratégique, reliant Djelfa à ses communes de la région -ouest, englobe la réalisation de deux (2) ouvrages d'art et de deux (2) échangeurs, lesquels permettront, une fois mis en service, de fluidifier la circulation et d'éliminer les points noirs.

R.R

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

LA CHINE STOCKE DES RÉSERVOIRS GÉANTS POUR AFFRONTÉ LA CRISE DU GAZ

Depuis une dizaine d'années, la Chine mène une politique méthodique pour se protéger des aléas du commerce mondial. Elle a compris très tôt que son besoin d'importations de matières premières pouvait devenir une faiblesse stratégique. Riz, charbon, métaux rares, pétrole, etc. : le pays a constitué des réserves dans de nombreux domaines. Mais aujourd'hui, ce sont surtout les stocks de gaz naturel qui apparaissent comme un atout majeur, alors que le détroit d'Ormuz est quasiment paralysé par les tensions au Moyen-Orient.

Par Rihab Taleb



À Yancheng, un port industriel situé à 800 kilomètres au sud-est de Pékin, s'élèvent des réservoirs cryogéniques gigantesques. Deux rangées de cuves aussi hautes qu'un immeuble de vingt étages dominent l'endroit. Chacun des six plus grands réservoirs peut contenir assez de gaz naturel liquéfié (GNL) pour alimenter Pékin et ses 22 millions d'habitants pendant plus de deux mois. À côté, quatre autres réservoirs légèrement plus petits complètent l'ensemble. Et ce site n'est pas isolé : d'autres installations similaires ont été construites dans le sud du pays, formant un réseau de stockage inédit à l'échelle mondiale.

Ces infrastructures permettent à la Chine de mieux encaisser le choc provoqué par la fermeture du détroit d'Ormuz, passage stratégique par où transitent une grande partie des exportations de gaz du Qatar. Alors que l'Inde, le Pakistan ou le Vietnam connaissent déjà des pénuries, la Chine peut puiser dans ses réserves pour maintenir son approvisionnement. La stratégie chinoise ne repose pas uniquement sur ces réservoirs géants, mais le pays a multiplié les options pour réduire sa dépendance au Moyen-

Orient. Des pipelines relient la Chine aux champs gaziers d'Asie centrale et de Russie. Par ailleurs, l'industrie nationale a développé des procédés permettant de remplacer le gaz par du charbon dans certaines productions chimiques. La production intérieure de gaz a, elle aussi, fortement progressé : elle a plus que doublé en dix ans, grâce notamment à la fracturation hydraulique et à d'autres technologies. Selon les chiffres officiels, les importations de gaz transitant par le détroit d'Ormuz ne représentaient que 6,9 % de la consommation totale du pays en 2025. Une proportion relativement faible, qui explique pourquoi la Chine est moins vulnérable que d'autres nations face à la crise actuelle.

Depuis longtemps, la Chine redoute que ses routes maritimes d'approvisionnement en hydrocarbures soient coupées par les marines américaine ou indienne. Cette crainte a poussé le pays à investir massivement dans les énergies renouvelables et dans l'électrification des transports. Sous l'impulsion du président Xi Jinping, la Chine a aussi renforcé ses réserves stratégiques de pétrole, de charbon et de gaz. En 2022, Xi avait exhorté le pays à améliorer ses

capacités de stockage et à accroître son autosuffisance énergétique, insistant sur la nécessité de se préparer aux défis mondiaux. Malgré tous ces efforts, certaines vulnérabilités subsistent. La Chine reste dépendante de l'importation d'hélium, un gaz essentiel à la fabrication de semi-conducteurs. Aucune réserve nationale d'hélium n'a été constituée avant la fermeture du détroit d'Ormuz. De plus, le stockage souterrain du gaz, courant dans d'autres pays grâce à des cavités salines ou des gisements épuisés, reste limité en Chine, faute de conditions géologiques favorables.

Face à ces contraintes, la Chine a choisi une solution efficace : stocker du gaz liquéfié à -162 °C dans des réservoirs cryogéniques géants. Dix-huit unités de ce type ont déjà été construites, soit deux fois plus que dans tous les autres pays réunis. La Corée du Sud et le Japon commencent à suivre cette voie, mais restent loin derrière en termes de capacité. La demande intérieure de gaz en Chine est relativement contenue. Les ménages ne représentent que 15 % de la consommation totale, et l'électricité produite au gaz ne pèse que 4 % du mix énergétique. Le pays peut donc facilement compenser par le charbon

ou les renouvelables. Les hivers doux de ces dernières années ont réduit la pression sur la consommation résidentielle, permettant d'économiser des volumes importants.

Peu après le déclenchement des frappes contre l'Iran, le Premier ministre Li Qiang a appelé à bâtir un réseau électrique « sûr, fiable, vert, à faibles émissions de carbone, résilient, intelligent et flexible ». Cette déclaration montre la volonté de Pékin de transformer la crise en opportunité pour accélérer sa transition énergétique et renforcer la résilience de son système.

La Chine apparaît aujourd'hui mieux préparée que beaucoup de pays pour affronter la crise gazière. Ses réservoirs géants, sa diversification des sources et sa consommation relativement faible en gaz lui permettent de limiter sa vulnérabilité. Mais certaines dépendances, comme l'hélium, rappellent que l'autosuffisance énergétique totale reste encore hors de portée. La Chine poursuit son objectif de bâtir un système énergétique capable de résister aux chocs internationaux et de soutenir son développement économique à long terme.

R.T

MINÉRAIS CRITIQUES

UNE RECOMPOSITION STRATÉGIQUE MONDIALE

Par Saïd Slimani

L'accès aux minerais stratégiques, indispensables à la transition énergétique et aux technologies avancées, s'affirme désormais comme un levier géopolitique de premier plan. Cette évolution se manifeste par une multiplication récente d'accords bilatéraux entre grandes puissances dans ce domaine.

D'après des informations publiées récemment par Bloomberg, les États-Unis et l'Union européenne travaillent actuellement à la conclusion d'un partenariat visant à sécuriser leur approvisionnement en minéraux critiques. Cette démarche s'inscrit dans une volonté commune de coordonner leurs actions afin de limiter leur dépendance à la Chine, acteur prépondérant du marché mondial. De l'extraction au raffinage de ressources telles que le cuivre, les terres rares ou le graphite, la Chine occupe en effet une place centrale dans les chaînes d'approvisionnement internationales. Une position que Pékin utilise dans ses rapports de force géopolitiques, comme l'illustre le renforcement, en 2025, de ses restrictions à l'exportation sur les terres rares et leurs dérivés.

Dans ce contexte, Washington et Bruxelles étudient la mise en place d'un accord destiné à diversifier leurs sources d'approvisionnement. Les

discussions portent notamment sur l'instauration de mécanismes incitatifs, à l'image de prix planchers pour soutenir les producteurs hors de Chine. Elles incluent aussi une coordination accrue des investissements, le développement de projets communs et la création de dispositifs de gestion en cas de perturbations des flux. Le projet couvrirait l'ensemble de la chaîne de valeur des minerais critiques et pourrait intégrer des marchés publics conjoints. Bien que cette initiative n'ait pas encore fait l'objet d'une annonce officielle, l'idée d'un tel partenariat avait déjà été évoquée en 2023. Ces nouvelles informations s'inscrivent dans une dynamique plus large, marquée par la multiplication d'accords similaires conclus par ces puissances avec d'autres partenaires engagés dans la diversification des chaînes d'approvisionnement.

Les États-Unis ont ainsi noué plusieurs alliances importantes avec l'Australie, le Canada, le Japon ou encore le Mexique. De son côté, l'Union européenne a intégré la question des minerais critiques dans son accord de libre-échange avec l'Australie, signé en mars dernier. Les deux acteurs participent également au Forum on Resource Geostategic Engagement (FORGE), une initiative internationale réunissant des pays déterminés à internationaliser leurs ressources stratégiques.

Au-delà de la réduction de l'influence chinoise, la concrétisation d'un tel accord représenterait une

avancée significative dans leurs stratégies de transition énergétique. L'intérêt croissant pour ces ressources s'explique par leur rôle essentiel dans les processus de décarbonation. Le cuivre est indispensable à l'électrification, tandis que le graphite et le lithium sont au cœur de la fabrication des batteries pour véhicules électriques. Les terres rares, quant à elles, sont cruciales pour les aimants utilisés dans les éoliennes et les moteurs électriques. Pour l'Afrique, dont le sous-sol renfermerait près de 30 % des réserves mondiales de minerais critiques, un rapprochement entre les États-Unis et l'Union européenne revêt une importance particulière, notamment quant à son impact sur leurs stratégies d'investissement sur le continent. Ces derniers mois, Washington a d'ailleurs intensifié sa présence en Afrique, en concluant notamment un accord avec la République démocratique du Congo, premier producteur mondial de cobalt et deuxième pour le cuivre, tout en investissant dans plusieurs autres pays. De son côté, l'Union européenne renforce également son engagement, notamment à travers le lancement récent d'un nouvel instrument destiné à soutenir ses investissements dans ce secteur. Baptisé PanAfGeo+, ce programme vise en particulier des pays comme la République démocratique du Congo, la Namibie et l'Afrique du Sud.

S.S

CISJORDANIE OCCUPÉE

DES ÉCOLIÈRES ATTAQUÉES AU GAZ LACRYMOGÈNE PAR L'ARMÉE SIONISTE

Lundi, en Cisjordanie occupée, des élèves palestiniens réunis pour un sit-in ont été visés par des tirs de gaz lacrymogène de soldats de l'armée sioniste, selon des sources médiatiques. Cette mobilisation faisait suite au blocage de leur accès à l'école par des colons.

Par Karim-Akli Daoudi

Dans le village d'Oum al-Khair, situé au sud de la Cisjordanie dans la zone de Massafer Yatta, plusieurs écoliers s'étaient regroupés près d'une barrière de fil barbelé installée par des colons, empêchant leur passage vers leur établissement scolaire, ont indiqué ces mêmes sources.

Encadrés par quelques adultes, les enfants avaient organisé une classe en plein air sous forme de sit-in afin de revendiquer leur droit à l'éducation. C'est à ce moment que des soldats sionistes ont lancé des grenades lacrymogènes en direction du rassemblement, a confirmé Bassam Jabr, responsable de l'éducation dans la région.

De son côté, l'agence de presse palestinienne Wafa a signalé plusieurs cas d'asphyxie parmi les élèves exposés aux gaz lacrymogènes utilisés par les forces d'occupation.

À Oum al-Khair, cette journée marquait la reprise des cours pour les écoliers, pour la première fois depuis l'interruption des activités



scolaires consécutive au déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février.

« Nous étions assis lorsqu'ils ont lancé une grenade (une cartouche de gaz lacrymogène) sur nous. J'ai eu peur, je me suis mise à crier et j'ai pris la fuite », a témoigné Sarah

al-Hathaleen, 12 ans.

Selon M. Jabr, les colons sionistes « cherchent à nous étouffer par tous les moyens ». Il a précisé que l'une de ces pratiques consiste à empêcher les élèves d'accéder à leur école et à étendre la colonie voisine de Carmel, à l'origine de la

barrière. « Nous maintiendrons ce sit-in aujourd'hui et demain », a-t-il affirmé.

Depuis le 7 octobre 2023, les violences en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par l'entité sioniste depuis 1967, ont connu une forte recrudescence. Elles se sont poursuivies malgré l'instauration d'un cessez-le-feu fragile le 10 octobre à Ghaza et se sont encore intensifiées avec la poursuite du conflit au Moyen-Orient.

Un rapport des Nations unies couvrant la période de novembre 2024 à fin octobre 2025 fait état de 1.732 incidents violents imputés à des colons sionistes ayant causé des blessés ou des dommages matériels, contre 1.400 durant la période précédente.

Ce document souligne également que les attaques quotidiennes menées par des colons armés contre des civils palestiniens, notamment durant la récolte des olives, ont fait de la saison 2025 la plus violente observée depuis plusieurs décennies.

KAD

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE LIBAN

LE SYSTÈME ÉDUCATIF EST "GRAVEMENT PERTURBÉ"

Le système éducatif est "gravement perturbé" par l'intensification des hostilités et les déplacements massifs de population au Liban, suite à la poursuite de l'agression sioniste contre ce pays, a alerté lundi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Selon l'Unicef, l'escalade du conflit a considérablement accru les risques pour la protection des enfants, mettant en évidence la menace grave qui pèse sur leur sécurité, leur bien-être et leur accès aux services essentiels.

Face à la poursuite des attaques sionistes sur le Liban, plus d'un 1,1 million de personnes sont désormais déplacées à l'intérieur du pays, dont environ 400.000 enfants en âge scolaire.

De nombreuses écoles ont été détruites, fermées ou transformées en abris, mettant en péril la continuité de l'apprentissage pour des centaines de milliers d'élèves.

"Sur les 669 centres d'hébergement collectifs, 365 sont des écoles publiques et 58 des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), ce qui réduit

considérablement les espaces d'apprentissage disponibles", a détaillé l'agence onusienne dans son dernier rapport de situation.

Parmi ces centres d'éducation, 439 écoles publiques dans le sud et à Nabatieh, dans la Bekaa, à Baalbek et dans la banlieue sud de Beyrouth restent fermées en raison de l'insécurité, des ordres d'évacuation et de la proximité des zones de conflit. Ces fermetures ont directement touché environ 256.000 élèves.

Selon l'Unicef, le manque d'espaces d'apprentissage sûrs et l'insécurité persistante entravent la continuité de l'apprentissage. Or une perturbation prolongée de l'éducation risque d'entraîner une augmentation des taux d'abandon scolaire et l'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs chez les enfants et les adolescents, en particulier parmi les populations déplacées.

Ces derniers développements interviennent alors que les hostilités ne faiblissent pas. Selon les rapports des médias, l'aviation sioniste a poursuivi ses frappes sur des localités du Sud du pays.

RI

LE BILAN S'ALOURDIT À 2.089 MARTYRS ET 6.762 BLESSÉS

Le ministère libanais de la Santé a annoncé, lundi, que le nombre de martyrs suite à l'agression sioniste contre le pays s'est élevé à 2.089 et celui des blessés à 6.762, depuis le 2 mars dernier, a rapporté l'Agence nationale d'information libanaise ANI.

Un précédent bilan faisait état de 2.055 martyrs et 6.588 blessés. L'entité Sioniste a lancé, le 2 mars dernier, une

agression contre le sud du Liban, avant d'étendre ses opérations à la banlieue sud de Beyrouth ainsi qu'aux régions centrales et orientales du pays, provoquant le déplacement forcé de plus d'un million de personnes et aggravant les conditions de vie de la majorité des Libanais.

RI

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE METTRE FIN AUX ATTAQUES SIONISTES CONTRE LES CIVILS LIBANAIS

Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a souligné lundi la nécessité de mettre fin aux attaques sionistes contre les civils libanais, appelant l'entité sioniste à cesser ses agressions contre les soldats italiens déployés au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), dans le sud du pays.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Beyrouth, M.Tajani a indiqué que "L'Italie œuvre au renforcement des capacités militaires de l'armée libanaise à travers la mission italienne militaire, ainsi que par d'autres initiatives fondées sur l'expérience italienne, notamment dans le domaine des institutions finan-

cières en vue d'assurer la continuité des flux financiers vers le Liban.

M.Tajani a, en outre, promis que son pays apporterait une importante contribution aux personnes déplacées et au peuple libanais dans la période à venir, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sans préciser la nature de cette contribution.

Le Chef de la diplomatie italienne a également réaffirmé, lors de ses entretiens bilatéraux avec le président libanais Joseph Aoun, le soutien constant de l'Italie au Liban et à son peuple.

RI

UNA/FONDS DE SOLIDARITÉ ISLAMIQUE

ACCORD POUR CRÉER DES SITES WEB D'AGENCES DE PRESSE DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

L'Union des agences de presse des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UNA) et le Fonds de solidarité islamique ont signé, lundi, au siège du Fonds à Djeddah (Arabie saoudite), un accord de subvention visant à créer des sites web pour les agences de presse nationales dans plusieurs Etats membres les moins avancés.

L'accord a été signé, au nom de l'Union, par son directeur général, Mohammed bin Abdrabuh Al-Yami, et, au nom du Fonds, par son directeur exécutif, Mohammed bin Suleiman Aba Al-Khail.

Cet accord reflète "l'engagement commun des deux parties à mettre en place des plateformes numériques pour les agences de presse dans 10 des Etats membres les moins avancés de l'OIC, conformément aux normes technologiques les plus récentes".

Il contribuera à "renforcer l'accès numérique aux contenus médiatiques de ces agences, à accroître leur lectorat et leur diffusion, ainsi qu'à améliorer l'échange d'informations entre les Etats membres".

Le directeur général de l'UNA a salué le rôle important du Fonds dans le financement et le soutien de ce projet, affirmant que "l'Union accorde une grande importance à la promotion de la transformation numérique des agences de presse membres et à leur capacité à suivre les évolutions rapides de l'industrie de la production médiatique, en particulier dans le domaine numérique".

De son côté, le directeur exécutif du Fonds de solidarité islamique a indiqué que cet accord "constitue l'aboutissement d'une coopération fructueuse et efficace entre le Fonds et l'Union dans le cadre de leurs objectifs communs".

Il a souligné que le Fonds "accorde une attention particulière, dans ses projets et aides, au secteur des médias, compte tenu de son rôle central dans le renforcement de la communication et de la compréhension entre les peuples islamiques, ainsi que dans le soutien aux programmes de développement et civilisationnels des Etats membres".

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des ré-

solutions pertinentes.

L'Assemblée générale de l'Union, lors de sa sixième session tenue virtuellement le 27 janvier 2025, a appelé l'Union à coordonner avec les Etats membres afin de présenter une étude complète sur la situation des plateformes numériques des agences de presse membres, à œuvrer à la mise à niveau des sites des agences confrontées à des difficultés techniques en particulier dans les Etats membres les moins avancés et à mobiliser le soutien technique et financier nécessaire pour y parvenir.

La Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, lors de sa 51ème session tenue à Istanbul les 21 et 22 juin 2025, avait également appelé l'Union à contribuer au développement des sites web des agences de presse dans les Etats membres les moins avancés.

RI

RÉSEAUX SOCIAUX

META ET YOUTUBE FACE À LA JUSTICE POUR ADDICTION NUMÉRIQUE

Aux États-Unis, un procès inédit place Meta et YouTube face à leurs responsabilités. Pour la première fois, un jury populaire estime que l'architecture des plateformes a été conçue de manière à encourager une utilisation excessive, en particulier chez les adolescents. Une décision qui pourrait redéfinir le rôle des géants du numérique et relancer le débat sur la nature même des réseaux sociaux.

Par Yakout Abina

Aux États-Unis, une décision de justice rendue en Californie pourrait bien redéfinir les contours de la responsabilité des géants du numérique. Pour la première fois, un jury a estimé que Meta, maison mère d'Instagram et YouTube, avait une part de responsabilité dans les dommages psychologiques subis par une jeune utilisatrice, identifiée sous les initiales KGM.

Le tribunal considère que les deux plateformes ont favorisé l'émergence de comportements addictifs. Une conclusion qui ravive un débat de fond qui interroge la nature même des réseaux sociaux. Sont-ils de simples outils de communication ou des dispositifs conçus pour capter l'attention des utilisateurs à tout prix ? Cette décision intervient à la suite d'une plainte déposée par la jeune femme, aujourd'hui âgée d'une vingtaine d'années, dans laquelle elle accuse les plateformes d'avoir encouragé, dès son plus jeune âge, une utilisation excessive des réseaux sociaux, jusqu'à en devenir addictive. Selon elle, cette exposition prolongée aurait favorisé l'apparition de troubles sévères, notamment une dépression, de l'anxiété et une altération profonde de son image corporelle.

Le tribunal a par ailleurs condamné Meta et YouTube à verser 6 millions de dollars de dommages et intérêts. Mais, au-delà du montant, c'est la portée juridique de cette décision qui retient l'attention. L'affaire dépasse en effet le cas individuel de la plaignante : des milliers de procédures similaires sont actuellement en cours aux États-Unis. Ce jugement apparaît ainsi



comme un test majeur destiné à déterminer si les réseaux sociaux doivent être tenus responsables non seulement des contenus diffusés par leurs utilisateurs, mais aussi de la conception même de leurs plateformes, accusées d'encourager des usages addictifs. Jusqu'ici, les grandes plateformes numériques bénéficiaient d'une protection solide grâce à la célèbre Section 230 du droit américain. Cette disposition établit qu'un site ou une application en ligne n'est, en principe, pas responsable des contenus publiés par ses utilisateurs. Mais cette récente affaire change la donne. Le débat ne porte plus uniquement sur les messages ou vidéos diffusés en ligne : il s'étend désormais à l'architecture même des plateformes. Autrement dit, c'est la conception de ces réseaux sociaux, pensée pour retenir l'attention et encourager l'usage intensif, qui se retrouve au cœur des interrogations juridiques. Lors du procès, plusieurs documents internes de Meta ont été versés au dossier. Ils laissent entrevoir une stratégie assumée qui suggère que certaines fonctionnalités, comme le défilement infini, les notifications ou la lecture automatique des vidéos, auraient été conçues pour maximiser le temps passé sur les applications. Ces outils s'appuient sur des ressorts psychologiques bien connus, notamment les « boucles de récompense ». Chaque interaction, qu'il s'agisse d'un like, d'une vidéo ou d'une notification, procure une gratification immédiate, incitant l'utilisateur à rester connecté plus

longtemps. Pour les plaignants, ces éléments constituent une preuve accablante que les plateformes n'auraient pas seulement favorisé un usage intensif : elles auraient été pensées, en toute connaissance de cause, pour encourager une dépendance numérique. La justice américaine a adopté une position particulièrement significative en estimant que certaines entreprises n'auraient pas seulement laissé se développer des usages excessifs, mais auraient agi en connaissance de cause, de manière trompeuse. Le tribunal reproche aux plateformes de n'avoir pas suffisamment alerté leurs utilisateurs, en particulier les adolescents, des risques liés à une utilisation intensive, alors même que ces dangers étaient identifiés en interne. Au cœur de l'affaire émerge une notion encore peu établie juridiquement : celle d'une « dépendance pensée dès la conception ». Selon cette approche, les réseaux sociaux ne seraient pas de simples outils neutres, mais des environnements structurés pour capter et retenir l'attention, au prix de la santé mentale de leurs utilisateurs. YouTube est aujourd'hui l'une des plateformes les plus regardées au monde. Mais derrière son apparence de divertissement et d'information, elle est souvent accusée de donner trop de place à des contenus trompeurs. Beaucoup de vidéos sont fabriquées pour attirer l'attention, parfois en exagérant ou en manipulant la réalité. Certains créateurs utilisent la plateforme pour diffuser leurs idées personnelles, leurs mensonges ou

leurs visions du monde, qui ne sont pas toujours justes ni bénéfiques pour la société. Ces vidéos, construites pour séduire et retenir l'utilisateur, peuvent influencer les opinions et propager de fausses informations. Face aux accusations portées contre elles, Meta et YouTube contestent fermement toute responsabilité directe. Les deux entreprises assurent que leurs services ne présentent pas de danger en eux-mêmes et mettent en avant les outils de contrôle et de modération, notamment destinés aux plus jeunes utilisateurs. Elles rappellent également que les troubles psychologiques évoqués, tels que l'anxiété ou la dépression, résultent de facteurs multiples, qu'ils soient sociaux, familiaux ou personnels, et ne peuvent être attribués à une seule cause. Sur le plan scientifique, le lien entre réseaux sociaux et santé mentale reste sujet à discussion. Si plusieurs études mettent en avant une corrélation entre usage intensif et mal-être psychologique, aucun consensus ne permet d'établir un lien de causalité direct. Certains chercheurs préfèrent d'ailleurs parler d'usages problématiques plutôt que d'addiction au sens strict.

Le verdict a été prononcé par un jury populaire, et non par un juge unique. Une configuration relativement rare dans ce type d'affaires complexes, que les entreprises mises en cause auraient, selon plusieurs sources, préféré éviter. En réaction, Meta et YouTube ont déjà annoncé leur intention de faire appel, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle bataille judiciaire qui pourrait prolonger ce dossier pendant plusieurs années. Si cette décision ne bouleverse pas immédiatement l'écosystème des réseaux sociaux, elle ouvre néanmoins une brèche importante sur le plan juridique et politique. Elle pourrait relancer les débats sur la régulation des plateformes et sur leur responsabilité dans les usages numériques. Au-delà du cas jugé, cette affaire invite à repenser notre rapport aux écrans. Les réseaux sociaux ne sont plus de simples outils neutres. Ils apparaissent désormais comme des environnements conçus pour capter et retenir l'attention, parfois bien davantage qu'on ne l'imagine. La décision du jury ne clôt pas le débat, elle l'élargit. Elle oblige à poser une question essentielle : dans un monde où l'attention est devenue une ressource, jusqu'où les plateformes peuvent-elles aller pour la capter, et à quel prix pour leurs utilisateurs ?

Y.A

ÉVOLUTION D'INTERFACE

L'ONGLET « DEMANDER » REMPLACE PROGRESSIVEMENT « RECHERCHER » SUR GOOGLE PHOTOS

Par Salim Nait Ouguelmim

Sur Google Photos, l'onglet « Rechercher », placé en bas à droite, a récemment changé de nom pour devenir « Demander ». Ce n'est pas un détail anodin : cela signale l'intégration de Gemini au sein de l'application. Grâce à ce nouvel espace, vous pouvez solliciter Gemini pour retrouver vos clichés. Déjà déployée aux États-Unis sous l'appellation « Ask », cette fonction est arrivée ce week-end sur notre Google Pixel 10 avec la version 7.70 de Google Photos. Pour l'activer, l'application réclame des autorisations supplémentaires : Gemini pourra alors chercher, retoucher vos images, mais aussi vous relater vos souvenirs sous forme de récit ou proposer des intitulés pour vos albums. Google garantit

que vos informations personnelles ne servent ni à la publicité ciblée, ni à l'entraînement de modèles d'IA hors de Google Photos. En revanche, si vous transférez vos images vers une plateforme externe, leur traitement dépendra des conditions de ce service. Vous pouvez à tout moment cesser d'utiliser cette option et revenir à la recherche classique via Paramètres > Préférences > Fonctionnalités de Gemini dans Photos. Si vous acceptez, le nouvel onglet affiche une interface proche de celle de l'application Google Gemini, avec la question « Comment puis-je vous aider ». Vous pouvez taper ou dicter une demande pour que l'IA identifie certaines photos en précisant un contexte et/ou plusieurs critères. Par exemple, j'ai demandé la liste de tous les pays où j'ai voyagé en train, accompagnée des clichés correspondants. Vous pouvez

également réclamer des images d'une personne précise dans une situation particulière : « Montre-moi toutes les photos de Laura en train de manger au restaurant » ou « Je veux des photos de moi en train de faire du vélo ». Les possibilités sont vastes, et les résultats restent assez satisfaisants, avec à chaque fois un bref résumé contextualisant les images sélectionnées.

Il est ensuite possible d'enchaîner avec des questions supplémentaires. Malheureusement, lors de nos essais, Gemini n'a jamais pris en compte la réponse précédente pour répondre aux demandes suivantes. Espérons qu'une future mise à jour corrigera ce défaut. Si vous avez déjà expérimenté Gemini dans Google Photos, n'hésitez pas à partager vos impressions en commentaires.

S.N.O

INJUSTICE CONTRE L'OLIVIER

MALGRÉ SES IMMENSES BIENFAITS, IL EST MINORITAIRE SUR TERRE

Vénéralisé depuis l'Antiquité pour ses vertus médicinales, l'olivier ne couvre pourtant qu'une infime partie des forêts mondiales. Face aux géants que sont les épicéas et les pins, quel est l'arbre vraiment utile ? Enquête sur un paradoxe végétal.

Par Chaimaa Sadou

Considéré dès la haute Antiquité comme un trésor médicinal et sacré, l'olivier occupe une place singulière dans notre écosystème. Entre ses vertus millénaires et sa modeste représentativité sur la surface forestière mondiale, cet article analyse le poids de cet arbre miracle face aux essences qui dominent très largement les paysages de la Terre.

L'huile d'olive n'est pas un simple ingrédient de nos cuisines. Depuis l'aube des civilisations, elle est perçue comme un véritable miracle de la nature. Ses propriétés médicinales et ses bienfaits nutritionnels étaient célébrés avec ferveur en Phénicie, en Égypte ancienne et à travers toute l'Afrique du Nord, où elle servait à la fois de remède et de source de lumière. Le Saint Coran la cite à plusieurs reprises, renforçant cette image d'arbre béni dont l'utilité dépasse largement le cadre alimentaire pour toucher à la santé physique et à la symbolique spirituelle des peuples. Pourtant, au-delà de cette aura sacrée, quelle place réelle cet arbre millénaire occupe-t-il dans le grand inventaire vert de la planète ? Une question fondamentale s'impose : quelle surface les oliveraies occu-



pent-elles réellement dans l'immensité des forêts mondiales ? La réponse mérite que l'on s'y arrête.

Pour comprendre l'échelle de notre environnement, il faut d'abord observer les chiffres globaux avec précision. La surface totale des forêts sur Terre est estimée à environ 4 milliards d'hectares, soit 31 % des terres émergées. C'est une superficie gigantesque, équivalente à près de trois fois la taille de l'Afrique. En comparaison, la culture de l'olivier, bien que très présente culturellement dans le bassin méditerranéen et en expansion sur de nouveaux continents comme l'Australie ou l'Amérique, couvre environ 10,5 à 11 millions d'hec-

tares. Une différence d'échelle vertigineuse. Le constat est saisissant : l'oliveraie mondiale ne représente qu'environ 0,27 % de la surface forestière totale. Une infime présence géographique dans un océan de verdure, malgré un impact économique, social et culturel immense pour l'humanité. À l'opposé de cette discrétion spatiale, certains géants naturels dominent le paysage mondial. L'arbre qui occupe la plus grande surface au monde est l'épicéa (genre *Picea*), suivi du mélèze de Sibérie. Ces résineux façonnent à eux seuls des panoramas infinis. Les forêts de conifères de la taïga, qui s'étendent sur des milliers de kilomètres en Rus-

sie et au Canada, constituent la plus grande réserve de biomasse forestière de la planète. Une question légitime surgit alors : l'arbre le plus répandu est-il forcément le plus utile ? La réponse mérite une réelle nuance. Si l'on s'en tient à la régulation du climat et à la captation massive du dioxyde de carbone, les vastes forêts boréales et tropicales sont des poumons indispensables à l'humanité. Elles absorbent chaque année des milliards de tonnes de carbone. Cependant, l'utilité ne se mesure pas uniquement à l'hectare ou à la masse de bois produit. L'olivier, par sa capacité remarquable à stabiliser les sols arides, à résister aux sécheresses les plus sévères et à fournir des graisses saines irremplaçables pour l'alimentation humaine, possède une valeur qualitative exceptionnelle. Là où les grandes forêts de pins servent majoritairement l'industrie du bois et de la papeterie, l'olivier demeure un pilier de la biodiversité agricole, un rempart naturel contre la désertification et un habitat précieux pour de nombreuses espèces animales et végétales. Ainsi, si l'olivier est géographiquement minoritaire, il reste un géant par la profondeur de ses bienfaits. La valeur d'une espèce végétale ne réside pas dans son hégémonie territoriale, mais dans sa capacité unique à nourrir, soigner et protéger les populations locales depuis des siècles. Préserver ces arbres, c'est aussi garantir un refuge aux oiseaux migrateurs et maintenir l'équilibre fragile d'une nature qui cache souvent ses plus grands trésors dans ses plus petites surfaces. En définitive, la vraie richesse écologique ne se compte pas toujours en hectares.

C.S

DYNAMIQUE ENVIRONNEMENTALE À RELIZANE UNE VASTE OPÉRATION DE REBOISEMENT RENFORCE LE PATRIMOINE FORESTIER

Par Hamida Indja

À Relizane, la Conservation des forêts a réalisé une opération importante de plantation d'arbres dans le cadre de la campagne de reboisement lancée le 25 octobre dernier. Depuis cette date, environ 90 000 plants ont été mis en terre dans différentes régions de la wilaya, selon les responsables du secteur.

Le chef du service de l'extension du patrimoine forestier, Mounir Kaddour, a expliqué que ces opérations ont été organisées sous la supervision du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Il a précisé que ces actions s'inscrivent dans un programme officiel, mais qu'elles ont aussi bénéficié de la participation de bénévoles issus de plusieurs secteurs, d'associations locales et de la société civile.

Jusqu'à la fin du mois de mars, les opérations de reboisement ont concerné 15 sites forestiers répartis dans plusieurs communes. Parmi elles figurent Zemoura (5 700 plants), Jdiouia (4 807 plants), El Hamri (4 700 plants), Ammi Moussa (4 190 plants), Yellel (3 300 plants) et Sidi Lazreg (3 000 plants). Ces chiffres montrent l'importance des efforts réalisés dans l'ensemble de la wilaya.

Selon le même responsable, cette ini-

tiative vise à restaurer les forêts touchées par la sécheresse et les incendies. Elle permet aussi de diversifier les espèces végétales et de protéger l'équilibre écologique. Les arbres plantés, choisis pour leur résistance à la sécheresse, comprennent le caroubier, l'oléastre, l'eucalyptus, le pin d'Alep et l'acacia. M. Mounir Kaddour a également indiqué que la campagne nationale de plantation d'un million d'arbres, lancée en octobre, a permis de planter plus de 20 000 arbres dans la wilaya. Il a ajouté qu'environ 60 000 plants ont été mis en terre lors d'une grande campagne de volontariat organisée le 14 février, en plus de 10 000 plants plantés dans le cadre d'autres opérations de reboisement. D'après la même source, durant la saison de reboisement 2024-2025, près de 11 500 plants ont été plantés sur plus de 200 sites répartis dans les 38 communes de la wilaya. Ces actions témoignent de la continuité des efforts pour protéger et développer le patrimoine forestier local. Enfin, il est important de noter que la wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine forestier important, dépassant 60 000 hectares. Ce patrimoine est composé principalement de pin d'Alep (55 %), ainsi que d'oléastre et de genévrier (environ 35 %), selon les données de la Conservation des forêts.

H.I

L'ÉCOLOGIE À L'ÉCOLE SENSIBILISATION À L'AMOUR DE LA NATURE

Par Tinhinane Bendahmane

Soixante-cinq établissements scolaires couvrant les trois piliers d'enseignement dans la wilaya de Blida ont reçu des serres en plastique offertes par la Maison de l'environnement. Cette opération sera bientôt suivie d'une remise d'outils de jardinage et de matériel dédié à la formation environnementale.

Aïcha Fernane, directrice de la Maison de l'environnement, a précisé que cette action, menée dans le cadre de la convention liant les ministères de l'Éducation nationale et de l'Environnement ainsi que de la Qualité de la vie, avait débuté en septembre 2025 à l'intention des écoles remplissant certaines conditions.

Elle vise à encourager la conscience écologique et l'agriculture durable en milieu scolaire, tout en transmettant aux écoliers les principes de citoyenneté liée à l'environnement, de salubrité et d'implication dans des activités bénévoles de protection de la nature. La même responsable a ajouté que ces espaces verts aideront également les élèves à convertir leurs acquis théoriques en applications concrètes, tout en stimulant leur inventivité dans le domaine environnemental. Prochainement, 25 établissements des trois niveaux d'enseignement, surtout ceux situés en zones montagneuses et dotés de clubs écologiques, recevront à leur tour des outils de jardinage et divers équipements liés à l'éducation à l'environnement. Il convient de signaler qu'environ 260 écoles possèdent déjà des clubs environnementaux, avec l'ambition de les étendre à l'ensemble des établissements de la wilaya, laquelle en compte plus de 600, selon la même source.

Par ailleurs, la Maison de l'environnement prépare une autre initiative visant à renforcer la sensibilité écologique des jeunes générations, par le biais de jeux éducatifs élaborés par l'Institut national des formations environnementales. Ces jeux portent sur cinq thèmes, dont la désertification, le barrage vert et la sauvegarde des océans.

T.B

L'APPEL DE HIDAOUÏ À L'ADRESSE DES JEUNES NÉCESSITÉ DE S'IMPLIQUER DANS LES LÉGISLATIVES

En prévision des prochaines élections législatives prévues le 2 juillet, l'accent est mis sur le rôle de la jeunesse algérienne dans ce scrutin, qui figure parmi les points les plus importants, en raison de son rôle essentiel dans la réussite de cet événement législatif. Ce point a été abordé par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, lors de la cérémonie officielle de clôture des travaux de la première session de l'Assemblée générale (AG) ordinaire du CSJ, organisée les 11 et 12 avril au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal.

Par Ikram Haou

Lors de la clôture de cet événement, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), M. Mustapha Hidaoui, a exhorté les jeunes à participer activement à ces élections nationales, afin de respecter le principe du service à la nation en choisissant les représentants les plus aptes. Par ailleurs, leur participation contribuera à renforcer leurs initiatives constructives à travers l'ensemble du territoire national.

La participation des jeunes revêt aujourd'hui une importance particulière. Selon M. Hidaoui, ils peuvent s'impliquer notamment à travers la candidature, le vote et la présence dans les différentes assemblées élues, afin de consolider leurs capacités à construire le présent et l'avenir du pays.

Il a également souligné l'importance particulière accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cette catégorie, en leur facilitant l'accès aux différents domaines, notamment économiques et politiques.

De plus, il a ajouté que l'Assemblée générale du CSJ fournit des ef-



forts, notamment à travers l'élaboration d'un rapport annuel soumis au président de la République, qui prend en considération les différentes propositions et projets présentés.

Cela illustre les efforts déployés par l'État pour promouvoir la place des jeunes et renforcer leur participation active dans les différents domaines de la vie.

D'autre part, le ministre M. Hidaoui a évoqué un autre aspect justifiant l'implication des jeunes dans ces élections, dans l'intérêt du pays et pour la préservation de l'unité nationale. Cet aspect concerne les défis mondiaux et régionaux auxquels le monde est confronté et qui menacent la sécurité et la stabilité des nations. À ce titre, il a salué les efforts consentis par les services de sécurité pour la protection de la patrie.

Il convient de rappeler que, durant les travaux de cette première session ordinaire de l'Assemblée générale du CSJ pour l'année 2026, de nombreuses activités officielles ont eu lieu, notamment la présentation des rapports annuels du bureau du Conseil pour son mandat 2025-2026, l'élection d'un nouveau bureau et des instances du Conseil pour le mandat 2026-2027, ainsi que l'annonce du lancement d'une revue propre au Conseil. S'y ajoutent la présentation des différentes étapes de finalisation du processus de numérisation et la publication du communiqué final de l'Assemblée, qui a salué les acquis sociaux, politiques et économiques réalisés au profit de la jeunesse.

Il est également à noter que la cérémonie de clôture s'est déroulée en présence d'autres ministres et de plu-

sieurs responsables, dont le conseiller auprès du président de la République chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, M. Mustapha Saïdj, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Karim Khelfane, ainsi que des représentants de diverses institutions et instances nationales.

I.H

DÉTECTION PRÉCOCE DE L'AUTISME NÉCESSITÉ DE FAIRE APPEL À L'IA

La nécessité d'introduire les techniques d'intelligence artificielle (IA) pour la détection précoce de l'autisme a été soulignée lundi à Constantine par les participants à une journée d'étude régionale sur les techniques récentes de prise en charge des troubles du spectre autistique (TSA).

"L'utilisation des techniques d'IA permet une détection précoce des signes d'autisme plus rapidement et une évaluation personnalisée et un meilleur suivi thérapeutique des enfants autistes à travers l'analyse de leurs comportements", a précisé, Mounir Boukhdena, maître de conférences à l'université Mohamed Lamine Debaghine (Sétif 2), lors d'une rencontre scientifique organisée par la sous-direction des activités scientifiques, culturelles et sportives de l'université Abdelhamid Mehri (Constantine 2).

La création des unités spécialisées dans le dépistage du TSA, à travers les établissements et les centres du secteur de l'action sociale et de la solidarité, a été également recommandée par l'orthophoniste Affaf Ariba, maître de conférences à l'université Constantine 2.

Le dépistage par l'IA permet un diagnostic précoce de ce type de troubles et augmente considérablement les chances de réussite du traitement, a révélé la même enseignante, mettant en exergue le rôle déterminant des spécialistes

pour informer et sensibiliser les parents aux méthodes de prévention à travers l'organisation des journées de vulgarisation et d'orientation.

De son côté, Ismahane Ghoumidane, médecin spécialiste au service de pédopsychiatrie de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) en santé mentale de Constantine a indiqué que les troubles du spectre autistique (TSA) sont des troubles neurodéveloppementaux précoces, se manifestant généralement avant 3 ans et persistant tout au long de la vie, ajoutant qu'ils se caractérisent par des difficultés persistantes dans la communication sociale et les interactions, ainsi que par des comportements, intérêts ou activités répétitifs et restreints. Elle a également souligné qu'un diagnostic précoce "reste un véritable défi pour les professionnels de santé".

Près de 200 participants dont des orthophonistes, des psychologues, des médecins spécialistes, des enseignants chercheurs, des membres de l'association "Wafa" des parents d'enfants en difficultés mentales et des étudiants des universités d'Annaba, de Sétif, de Mila et de Constantine, ont pris part à cette journée d'étude organisée sous le slogan "pratiques thérapeutiques innovantes" en collaboration avec le club d'orthophonie relevant du département de psychologie de l'université Abdelhamid Mehri.

R.S

VALORISATION DU PATRIMOINE DE LA LANGUE ARABE L'IA POURRAIT Y JOUER UN RÔLE IMPORTANT

L'Université "Hassiba Ben Bouali" de Chlef a abrité, lundi, une conférence scientifique consacrée au rôle de l'intelligence artificielle (IA) dans la valorisation du patrimoine et de la langue arabe, avec la participation d'enseignants et de chercheurs du domaine.

Organisée à la faculté des langues étrangères, cette manifestation a réuni des représentants du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), de la direction de la culture et des arts ainsi que des spécialistes en IA.

L'opportunité a donné lieu à la présentation de plusieurs projets de recherche et l'animation de conférences thématiques.

"Cette rencontre vise à offrir un espace d'échange scientifique favorisant le développement de projets liés à l'IA, notamment au service du patrimoine et de la langue arabe", a indiqué à l'APS, le directeur de la Maison de l'intelligence artificielle de l'université de Chlef, Oualid Kadri.

De son côté, le chargé des études et de la synthèse au HCLA, Benaïssa Kebir, a souligné l'importance de ce type d'initiatives pour renforcer la coordination avec l'université et promouvoir la langue arabe et le patrimoine, dans le cadre du renouvellement des accords de partenariat et de coopération.

L'intervenant a salué, à cette occasion, la qualité de la coopération avec l'Université "Hassiba Ben Bouali", notamment à travers le lancement de projets de recherche en intelligence artificielle, dont la plateforme "Al-Mouhakik Al-Dhaki" dédiée à la vérification et à la numérisation des manuscrits arabes.

Dans ce cadre, l'enseignante en linguistique informatique à l'université de Chlef, Siham Moussaoui, a présenté un exposé sur cette plateforme, développée en collaboration avec plusieurs universités nationales, et visant à faciliter l'authentification rapide et précise des manuscrits arabes.

Les participants ont également abordé le rôle de l'IA dans la préservation de la mémoire culturelle, ainsi que les enjeux éthiques et juridiques liés à la sauvegarde du patrimoine, outre les techniques de reconnaissance automatique des manuscrits.

La rencontre a été sanctionnée par la signature d'une nouvelle convention de coopération entre l'Université de Chlef et le HCLA, en vue de promouvoir la recherche en IA, la langue arabe et la préservation du patrimoine culturel.

R.S

GYMNASTIQUE/ COUPE DU MONDE 2026

AVEC 3 MÉDAILLES, D'OR KAYLIA NEMOUR, UNE CHAMPIONNE DU MONDE HORS PAIR

Avec trois médailles d'or et deux en argent, la championne olympique algérienne, Kaylia Nemour, a été sacrée au classement général de la Coupe du monde 2026 aux barres asymétriques et à la poutre, confirmant ainsi son statut de figure incontournable de la gymnastique mondiale.

Malgré son absence à la cinquième et dernière étape organisée du 9 au 12 avril en cours à Osijek (Croatie), l'Algérienne de 19 ans a décroché deux titres mondiaux aux barres asymétriques et à la poutre, une nouvelle performance de la "petite hirondelle" qui confirme sa domination mondiale et affiche une maîtrise technique exceptionnelle dans ces



deux agrès.

La championne algérienne a dominé le circuit de la Coupe du monde 2026 de gymnastique artistique, en enchaînant les succès lors des différentes étapes du circuit mondial, à partir de l'étape de Cottbus (Allemagne) où elle avait décroché la médaille d'argent à la poutre pour

son lancement de saison, puis à Bakou (Azerbaïdjan) avec une médaille d'or aux barres asymétriques (15.233 pts) et une médaille d'argent à la poutre.

Mais la performance qui a propulsé la championne algérienne au plus haut du sommet est celle réalisée à l'étape du Caire, où elle a réalisé un doublé

historique en remportant l'or aux barres asymétriques (15.266 pts) et à la poutre, validant ainsi ses deux titres mondiaux par agrès (barres et poutre), selon les critères de la Fédération Internationale de Gymnastique (FIG).

La gymnaste algérienne prolonge ainsi son record : elle n'est jamais repartie d'une coupe du monde sans médaille. Au total, elle compte trois médailles d'or et deux en argent en trois participations cette année.

Le prochain objectif de la petite algérienne est celui de défendre son titre de championne d'Afrique du concours général, à l'occasion des Championnats d'Afrique, prévus du 21 au 26 avril en cours au Palais Polyvalent de Yaoundé, au Cameroun, avec l'objectif de garnir encore plus sa vitrine que ce soit aux barres asymétriques, à la poutre ou au sol.

RS/APS

KARATÉ-DO / PREMIER LEAGUE 2026

CYLIA OUIKENE SOLIDE LEADER MONDIALE AVANT LA DERNIÈRE ÉTAPE

La karatéka algérienne Cylia Ouikene a conforté son statut de leader mondiale dans la catégorie des moins de 50 kg (dames) de la Premier League Karate 2026, en occupant la première place du classement avec un total de 2070 points, à une seule étape de la clôture de la saison.

La championne algérienne devance la Vénézuélienne Yorgelis Salazar (1980 points) et l'Alle-

mande Shara Hubrich (1590 points), tandis que la Suédoise Agnes Nyman (1200 points) et la Croate Ema Sgardelli (1110 points) complètent le Top-5. La dernière étape de la compétition est prévue à Rabat, du 12 au 14 juin prochain, où la représentante algérienne tentera de décrocher le premier titre de l'histoire de l'Algérie dans cette prestigieuse compétition mondiale. Ouikene aborde ce rendez-vous

décisif avec un capital confiance élevé, après ses récentes performances remarquées sur le circuit international. Elle a notamment remporté la médaille d'argent lors de la troisième étape de la Premier League disputée à Leshan (Chine), s'inclinant en finale face à Salazar dans un combat très disputé, conclu sur le score de 6-6 et départagées par la règle du "Senshu".

La karatéka algérienne avait

également décroché l'argent à Rome et le bronze à Istanbul, confirmant sa régularité au plus haut niveau et sa progression constante sur la scène mondiale.

Grâce à cette dynamique, Cylia Ouikene se positionne désormais comme une sérieuse prétendante au sacre final, avec l'ambition de marquer l'histoire du karaté algérien lors de l'ultime étape.

RS/APS

PARA-POWERLIFTING / ALGÉRIE

LE CHAMPIONNAT D'AFRIQUE PRÉVU À ORAN AU MENU D'UNE RÉUNION DE COORDINATION AU MINISTÈRE DES SPORTS

L'organisation du championnat d'Afrique open de para-powerlifting en handisport (messieurs et dames), prévu à Oran du 21 au 24 mai, avec la participation attendue de 25 pays, dont l'Algérie, a été au menu d'une importante réunion de coordination ayant regroupé, à la salle de conférences du ministère des Sports, les différents secteurs ministériels concernés, a-t-on appris ce lundi auprès de la Fédération algérienne handisport (FAH).

Le président de la Fédération algérienne handisport (FAH), M. Sid Ahmed Elasri, également responsable principal du comité d'organisation, a indiqué que cette réunion de coordination "s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour l'organisation par l'Algérie du championnat d'Afrique open de para-powerlifting pour les deux sexes, prévu à Oran le mois prochain.

Il s'agit d'un rendez-vous sportif important que notre fédération a tenu à accueillir, après l'accord du ministère de tutelle. Cette compétition constitue également une étape qualificative pour le prochain championnat du monde et représente une opportunité précieuse pour nos jeunes athlètes de se mesurer à l'élite africaine et asiatique dans cette discipline, afin d'élever leur niveau et de concrétiser les valeurs de volonté et de défi qui caractérisent nos sportifs".

Les travaux de cette rencontre, présidée par M. Mohamed Atbi, directeur des compétitions et de la promotion de la performance et des pratiques sportives au ministère des Sports, en présence du président de la FAH, accompagné de plusieurs membres et cadres de sa fédération, ont été consacrés à l'examen des principaux axes liés aux préparatifs de cet événement d'envergure. L'accent a été mis sur plusieurs points susceptibles de mettre en valeur les capacités de l'Algérie à accueillir et organiser de grandes manifestations sportives dédiées aux personnes à besoins spécifiques.

M. Elasri a présenté un exposé détaillé sur l'état d'avancement des préparatifs, en commençant par le choix du village méditerranéen pour l'hébergement des délégations, afin de garantir leur confort, puis la programmation des compétitions au complexe sportif "Miloud Hadeff", dans un rendez-vous considéré comme une étape importante pour l'Algérie. Parmi ses objectifs figurent le développement du para-powerlifting (handisport) au niveau national et la possibilité offerte aux athlètes de se confronter au niveau africain et international. La délégation de la Fédération a également insisté sur la nécessité de mettre à disposition des moyens de transport adaptés aux besoins des athlètes et techniciens en situation de handicap, de faciliter les procédures d'octroi des visas pour les délégations étrangères, ainsi que d'assurer l'acquisition et la réception du matériel sportif nécessaire à la compétition.

Le président de la Fédération a conclu en affirmant que cette première réunion du genre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination et de la mobilisation des efforts pour garantir une organisation réussie de cet événement continental, tout en soutenant la dynamique que connaît le handisport en Algérie.

A noter que le championnat d'Afrique de para-powerlifting (messieurs et dames) regroupe les meilleurs athlètes de la discipline à l'échelle du continent, dans une spécialité alliant performance et force mentale et physique.

Il est attendu que l'événement d'Oran enregistre la participation de 25 pays, dont certains pays asiatiques, avec plus de 150 athlètes (hommes et femmes) inscrits, en plus de leurs staffs techniques, ainsi que des officiels de la World para-powerlifting, des arbitres et des classificateurs.

RS/APS

BADMINTON RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ALGÉRO-ESPAGNOLE

Le président de la Fédération algérienne de badminton, Salim Mazr, a tenu une réunion de travail avec son homologue espagnol, Andoni Azurmendi, également président de l'Union méditerranéenne de badminton (COMEBA), dans le cadre du renforcement de la coopération internationale dans la discipline, indique un communiqué de l'instance fédérale. Cette rencontre s'inscrit dans une volonté commune de dynamiser et de promouvoir la pratique du badminton dans la région du bassin méditerranéen, précise la même source.

Les discussions ont porté sur plusieurs axes prioritaires visant le développement de cette discipline dans les deux pays, notamment à travers le renforcement des échanges techniques, la formation et l'organisation de compétitions conjointes, précise l'instance fédérale.

Les deux parties ont également convenu de consolider la coopération bilatérale et régionale afin d'élever le niveau du badminton et d'encourager sa diffusion à plus grande échelle, conclut le communiqué.

RS

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LES JEUNES CRÉATEURS "ALI MAËCHI" LE JURY DE LA 20^e ÉDITION INSTALLÉ HIER

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a installé hier lundi le jury de la 20^e édition du concours présidentiel destiné aux jeunes talents créatifs « Ali Maâchi », pour l'année 2026, selon un communiqué officiel.

Par Yousra Dali

Selon la même source, ce jury évaluera 564 œuvres artistiques jugées éligibles, envoyées au ministère par voie numérique ou sur support papier.

Les membres proviennent de divers domaines artistiques : Djazia Cherrih, Fatima Ouazene, Abdelouahab Benmansour, Ahmed Taibaoui, Lakhder Fellous, Abderrahmane Bouzerba, Ibrahim Chergui, Makhlof Boukrouh, Kaddour Nourre-

dine, Abbas Righi, Khalil Baba Ahmed et Yacine Boughazi, sous la présidence de Slimane Djouadi.

Au moment de cette installation, la ministre a donné plusieurs consignes au jury, mettant l'accent sur l'honnêteté, l'impartialité, la transparence et l'équité de traitement entre tous les jeunes artistes, qu'ils résident en Algérie ou à l'étranger.

Elle a aussi rappelé que seule la qualité et l'originalité de l'œuvre doivent guider le choix, et a demandé au jury de tenir compte de l'identité culturelle algérienne des productions sélectionnées, en cohérence avec la politique ministérielle de soutien à la jeune création.

La remise des prix aura lieu lors de la Journée nationale de l'artiste, le 8 juin prochain.

Y.D



6^e ÉDITION DES JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE SÉTIF L'ÉPI D'OR POUR LE COURT MÉTRAGE ALGÉRIEN MAOU-ID

Par Malika Azeb

La sixième édition des Journées cinématographiques internationales de Sétif a vu la participation de pas moins de 23 courts métrages issus de 10 pays en lice pour le prestigieux prix l'Epi d'or.

Pour l'édition 2026 organisée du 8 au 12 avril, c'est le court métrage algérien Maou-id, réalisé par Sofiane Benyoucef, qui a été distingué en remportant le prix Epi d'or.

Quant aux prix l'Epi d'argent et de bronze, ils ont été respectivement décrochés par le court métrage égyptien Pour Ryma de Hossam Gamal et *711* du Syrien Abdurahmane Yassine. Le prix du

jury est revenu au film Collatéral du réalisateur algérien Yacine Yettou. À rappeler que les courts métrages produits en Algérie, Tunisie, Syrie, Soudan, Égypte, France, en Jordanie et en Palestine ont été projetés durant ces journées cinématographiques placées sous le slogan « Un film pour demain », organisées par l'office de la culture et du tourisme de la commune de Sétif.

Dans une déclaration à l'occasion de la cérémonie de clôture, le président de l'Assemblée populaire communale, Hamza Belayat, a affirmé que cette manifestation « n'a pas consisté seulement à projeter des films, mais a offert l'opportunité de mener des réflexions au sein d'un espace de dialogue qui a permis de créer des passerelles entre

le cinéma et le public, tout en contribuant à l'émergence de jeunes talents prometteurs ».

Durant la cérémonie de clôture, un nombre important d'invités d'honneur ont été honorés, parmi lesquels figurent les artistes égyptienne et tunisienne Hind Sabri et Leila Sabrine, Marco Magua d'Espagne, le réalisateur turc Ali Nuri Turkoglu et l'artiste égyptien Hani Abdellatif.

Les encadreurs des ateliers de formation ont été également distingués à cette occasion, à l'image de Mohamed Frimahdi, acteur et metteur en scène, du producteur Oussama Kobbli, du scénariste Rabah Slimani et de la maquilleuse Karima Rabhi.

M.A

PATRIMOINE TEXTILE DU NIGÉRIA L'ASO-OKE, UN TISSU PRESTIGIEUX ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Le tissu Aso-oke est un textile prestigieux originaire du groupe ethnique yoruba du sud-ouest du Nigéria. Son nom signifie « tissu de l'arrière-pensée » ou « tissu du haut ».

L'Aso-oke, symbole de raffinement et de fierté culturelle, est utilisé pour les grandes occasions telles que les mariages traditionnels, les funérailles et les remises de titres honorables.

Ce tissu épais aux couleurs vives est utilisé pour la confection du Iro (pagne), du Buba (chemisier), du Komole (robe de mariée), du Gele (foulard) pour femmes, ainsi que de l'Agbada (grand boubou) et du Fila (bonnet assorti) pour hommes.

L'Aso-oke s'exporte de plus en plus en raison de l'intérêt porté à la mode africaine et, grâce à la diaspora, il est même utilisé dans la décoration d'intérieur, comme les coussins et les meubles rembourrés. Ce textile fabriqué à la main résiste à la mécanisation grâce aux artisans qui continuent d'utiliser des métiers à tisser en bois pour fabriquer des bandes étroites qui sont ensuite assemblées afin de former de grandes pièces de

tissu. Kareem Adeola, un tisserand nigérian, explique : « Si vous utilisez une machine pour tisser l'Aso-oke, le résultat ne sera pas aussi beau que s'il était tissé à la main. Des gens ont déjà essayé, et cela n'a pas fonctionné. C'est Dieu qui a voulu qu'il soit tissé à la main. »

En raison de la forte demande pour ce tissu, les Nigériens se sont mis à apprendre le métier, ce qui a créé de nombreux emplois. Abdulwasiu Haadi, vendeur nigérian, a déclaré dans ce sens : « Comme les gens aiment l'Aso-oke et l'utilisent pour différentes cérémonies, la demande augmente, ce qui crée des emplois pour les membres de la communauté. Par exemple, beaucoup de personnes qui traînaient dans les rues ont trouvé du travail ; nous leur avons appris à tisser ce tissu. » Si de nombreux tisserands d'Iseyin, qui est le centre principal de la fabrication du tissu Aso-oke, sont souvent des hommes d'âge mûr, ces derniers temps, même des jeunes se lancent dans le métier, apportant de nouvelles idées et compétences.

M.A

L'INDIGO ET LES « HOMMES BLEUS » UNE TRADITION SÉCULAIRE DES TOUAREG

Au sud de l'Algérie, les Touaregs portent également des vêtements fabriqués avec un tissu épais appelé boubou et un turban (chèche) d'une longueur de 4 à 10 mètres, teints à l'indigo.

En raison de la couleur bleue ou indigo de leurs vêtements, les Touaregs sont surnommés « Hommes bleus ». Cette couleur, symbole de prestige et de mystère, provient d'une plante tinctoriale ; elle marque l'identité des populations du Grand Sud tout en les protégeant contre le soleil.

L'indigo est une teinture onéreuse ; d'ailleurs, elle est souvent synonyme de statut social et de richesse. La coloration des tissus, notamment en coton, se fait par martelage. Cette teinte est obtenue à partir de la fermentation des feuilles de l'indigotier ou du pastel (Europe) ou de la persicaire à indigo (appelée aussi indigo japonais) dans des cuves d'eau pour libérer un précurseur incolore appelé indican. Le liquide obtenu, souvent de couleur

jaune-vert, est vigoureusement battu pour y introduire de l'oxygène, et avec cette réaction chimique on obtient un pigment bleu insoluble qu'est l'indigotine. La teinture du tissu est faite avec le pigment rendu soluble par une nouvelle transformation chimique, et le textile en sort de couleur jaune-vert, qui au contact de l'air devient bleu.

Mais dans le Sud algérien, la teinture est généralement ramenée des pays voisins tels que le Nigéria, faute de conditions favorables pour la plantation de l'indigotier, qui pousse généralement dans les zones tropicales.

À noter que la couleur indigo a traversé des millénaires : elle a été utilisée par de nombreuses civilisations telles que les Mayas, les Pharaons, les Chinois, les Yoruba (Nigéria), les Dogons (Mali), les Mossi (Burkina Faso), les Soninkés, les Romains et les Touaregs.

M.A

MOIS DU PATRIMOINE UN FORUM NATIONAL SUR LA PROTECTION ET LA GESTION DU PATRIMOINE EN MAI PROCHAIN

Un forum national placé sous le thème « Le rôle des institutions de l'État dans la protection et la gestion du patrimoine » sera organisé en mai prochain à Tipasa par l'École nationale de conservation et de restauration des biens culturels (ENCRBC).

Ce forum, supervisé par le ministère de la Culture et des Arts, l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique en collaboration avec l'Institut des sciences humaines et sociales de l'université de Tipasa, vise à mettre en place un espace d'échanges d'expériences et de dialogue entre professionnels, chercheurs et experts à travers un partenariat renforcé avec les écoles spécialisées et l'université, pour la conception et la mise en œuvre de programmes conjoints de protection et de gestion du patrimoine culturel et des études théoriques et appliquées. L'objectif du forum est également l'analyse des efforts de l'État dans la protection et la promotion du patrimoine culturel sur le plan juridique, institutionnel et pratique, ainsi que l'examen de la responsabilité de la génération actuelle dans la préservation de l'identité nationale. Les participants auront à débattre de différentes thématiques réparties sur quatre axes liés au patrimoine, notamment l'implication scientifique de l'université et des laboratoires de recherche, les enjeux liés au patrimoine culturel, l'inventaire, la documentation, la restauration et la gestion, ainsi que le rôle des institutions de formation au service de la protection.

La présentation par les participants des communications sur la gestion, la valorisation du patrimoine culturel et le cadre juridique et réglementaire pour la préservation du patrimoine sera au programme de cet événement. Les organisateurs ont lancé un appel de participation à l'adresse des chercheurs, qui devront envoyer leurs communications déjà retenues préalablement à l'adresse électronique contact@encrbc.dz avant le 5 mai prochain.

M.A

FERMETURE DU DÉTROIT D'ORMUZ

LA CRISE N'EST PAS PRÈS
DE RETOMBER

**Ne vous laissez pas ber-
ner par l'accalmie relative
depuis l'entrée en vigueur
de la trêve entre l'Iran et les
États-Unis. La crise écono-
mique est imminente. Le dé-
tonateur a été actionné.
Nous en sommes encore à
la phase de combustion.
Mais la bombe finira bien
par exploser. Tout d'abord,
le trafic maritime dans le
détroit d'Ormuz est toujours
au point mort. Hier, seuls
deux navires ont réussi à
passer. Jeudi, trois. Et seuls
les pétroliers y sont autori-
sés. Pas de gaz, pas d'en-
grais, pas de plastiques,
pas d'aluminium, pas d'hé-
lium. Rien depuis six se-
maines. Avant la guerre,
près de 130 à 150 navires
transitaient quotidiennement,
transportant toutes
sortes de marchandises.**

Par Nate Bear
In mondialisation.ca,
12 avril 2026

Quatre jours après l'annonce de la trêve, le trafic est toujours complètement paralysé. Et l'Iran a clairement fait savoir qu'il ne rouvrira pas le détroit tant que ses conditions ne seront pas remplies, comme la fin des bombardements israéliens sur le Liban. Et les États-Unis ne montrent pas vraiment de velléités de maîtriser leur colonie de pillards génocidaires fanatiques. Le détroit reste donc bouclé.

Donc, à l'heure actuelle, nous pouvons dans les carburants liquides, gaz et dérivés pétrochimiques qui ont quitté le détroit et ont rejoint leur destination le 27 février.

Un pétrolier se déplace à peu près à la vitesse d'un vélo. L'économie mondiale tourne donc sur une économie d'abondance d'avant-guerre. Les lubrifiants, au sens figuré comme au sens propre, continuent de circuler dans le système, graissant rouages et pistons.

C'est pourquoi les conséquences de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran ne se sont pas encore manifestées de manière significative dans notre quotidien.

Et je ne suis pas sûr que qui que ce soit réalise vraiment la situation.

Les pays d'Asie les plus proches du détroit ont commencé à en ressentir les effets. En effet, les pétroliers qui ont quitté le détroit le 27 février ont débarqué leur cargaison il y a déjà quelques semaines. Ils sont donc les premiers à se retrouver à court de réserves.

Ils s'adaptent de diverses manières. Les pays asiatiques les plus riches, comme le Japon, la Corée du Sud et la Chine, ont pu constituer des stocks et sont donc plus résilients. Mais tous ont commencé à puiser dans leurs importantes réserves de pétrole (d'environ 200 jours pour le Japon et la Corée du Sud) et leurs réserves stratégiques. Les pays les plus vulnérables de la région dont les réserves sont limitées, comme les Philippines, la Thaïlande, le Pakistan et le Bangladesh, comptent sur des subventions pour le carburant, un gel des

prix et des plans de rationnement d'urgence. Certains, comme le Bangladesh et le Sri Lanka, ont instauré des coupures de courant tournantes et une semaine de quatre jours.

Les pénuries toucheront le monde entier

L'Orient nous renvoie la vision de notre avenir. Les pénuries de carburant finiront par toucher le monde entier. C'est inévitable. Les lois de la physique l'exigent.

Comme je l'ai déjà souligné, les semaines et les mois prochains nous apprendront que les atomes et les molécules ne seront tout simplement pas là où nous voudrions qu'ils soient, ni en quantité suffisante.

Certaines régions seront mieux loties que d'autres, selon l'état de leurs stocks, la nature de leurs contrats et leur accès aux marchés énergétiques américains, canadiens et russes. Toutefois, le système mondial dans son ensemble aura du mal à s'adapter à ce choc des approvisionnements et à rééquilibrer le marché en douceur.

J'insiste sur ce point, car il serait dangereux de se laisser séduire par un faux sentiment de sécurité ou d'abondance, eu égard aux négociations de cessez-le-feu et à l'absence de bombardements sur l'Iran depuis quelques jours, et de représailles de sa part.

La guerre semble s'essouffler et la vie continue. Ce qui revient à contempler les étoiles. Nous scrutons le passé.

Le journal italien Corriere della Sera a rapporté que le dernier pétrolier transportant du kérosène du golfe Persique vers l'Europe est arrivé hier à Rotterdam. Après quoi l'approvisionnement de l'Europe est terminé et ne reprendra qu'une fois le détroit ouvert. L'Europe pourrait tenter d'en acheter aux États-Unis et au Canada, mais ces deux pays vont probablement se réserver la majeure partie de leurs propres stocks.

La Russie pourrait éventuellement en vendre un peu, mais elle n'est sans doute pas d'humeur à prêter main forte à l'Europe. Les grands aéroports européens ne disposent en effet que de quelques jours de réserves de kérosène dans leurs réservoirs locaux.

La semaine dernière, un vol sur vingt a été annulé. De plus en plus de vols le seront ces prochaines semaines. Et si le détroit reste bloqué pendant encore quelques temps, le secteur du transport aérien commercial sera sans aucun doute en faillite.

L'approvisionnement en kérosène risque d'être rationné et prioritairement réservé aux produits essentiels, notamment les denrées alimentaires et les fournitures médicales.

Si le blocus s'éternise, ces réserves finiront par s'épuiser.

Et aucune autorité au monde n'informe ses citoyens du sort qui les attend. La plupart des gens vivent dans l'ignorance la plus totale. Aucune mesure sérieuse n'a encore été annoncée. Non seulement les autorités ne veulent pas semer la panique, mais la pandémie de Covid a appris aux citoyens à systématiquement se méfier des mesures annoncées par les gouvernements en temps de crise. Les États sont donc plus prudents que jamais.

La réponse à la crise est politisée. C'est un problème.

De plus, on observe un optimisme irrationnel, comme si tout allait s'ar-

ranger.

C'est probablement aussi l'attitude adoptée par les places boursières.

Et comme nos gouvernements sont pour la plupart composés de technocrates de second ordre dont les décisions s'inspirent des marchés, l'absence de réaction de ces derniers se traduit par l'absence de mesures politiques.

Que faire alors, à titre individuel ?

Pour la plupart d'entre nous, pas grand-chose. Si vous conduisez, remplissez quelques jerricans d'essence au prix actuel. Et même si l'alimentation est pour l'instant un problème un peu moins aigu, acheter quelques conserves et bocaux non périssables supplémentaires ne pourra pas nuire. Car même si les stocks de blé et de riz atteignent des niveaux records et que le prix des engrais est inférieur au niveau observé pendant la guerre en Ukraine, le prix des principales denrées alimentaires continue d'augmenter. Le sucre a enregistré une hausse de 7 %, suivi par l'huile végétale et le blé avec plus de 4 %. Cette hausse touche également les produits laitiers et la viande. Et plus le détroit reste fermé, plus les prix s'envolent.

Espérons que tout ira pour le mieux malgré un minimum de précautions.

Mais si vous êtes épris de justice, difficile de savoir quel pourrait être "le meilleur" des scénarii.

L'Iran ne cédera pas sur ses exigences, d'autant que les États-Unis et Israël sont à l'origine de cette guerre responsable de l'explosion de l'économie mondiale. Il faut qu'il tienne bon pour parvenir à un accord optimal, soit à minima la fin de l'impunité de la violence impérialiste, la levée des sanctions et un nouvel accord sur le détroit. Certains soutiennent toutefois que faire pression pour satisfaire ces exigences pourrait paradoxalement conduire à une reprise de violences impérialistes incontrôlées. Mais une telle démarche provoquerait une nouvelle vague de tirs de missiles iraniens et aggraverait la situation économique mondiale. Et les Américains, malgré leurs pratiques meurtrières, en sont parfaitement conscients.

Les stratèges américains savent aussi que, malgré tous les discours sur l'autosuffisance énergétique des États-Unis, celle-ci a ses limites. Ils importent massivement du Canada et du Mexique, leurs raffineries dépendent des flux mondiaux et le prix du pétrole national s'aligne sur les marchés internationaux. Les pénuries, où qu'elles se produisent, affectent les tarifs du monde entier, y compris aux États-Unis. De plus, Washington importe toujours plus de 10 % de son pétrole du golfe Persique.

Une nouvelle escalade des tensions avec l'Iran serait donc préjudiciable pour l'ensemble du monde, y compris pour les États-Unis. C'est pourquoi il est peu probable qu'ils optent pour une reprise des hostilités.

Mais une reprise de la guerre avec les conséquences destructrices de ces dernières semaines n'apporterait strictement rien aux États-Unis et ne ferait qu'aggraver une situation déjà désastreuse. Une quantité considérable des infrastructures a déjà été détruite. Lors de la dernière salve précédant la trêve, l'Iran a notamment frappé l'oléoduc Est-Ouest qui permet au pétrole saoudien de contourner le détroit d'Ormuz pour rejoindre directement la mer Rouge et être exporté. Cette attaque a réduit d'environ 10 %

l'approvisionnement par cette artère. L'Iran a attendu le dernier jour, une décision stratégique destinée à montrer qu'il connaît l'emplacement des principaux itinéraires pétroliers et qu'il les frappera encore s'il n'obtient pas un accord conforme à ses conditions ou s'en rapprochant.

La seule escalade militaire susceptible de changer la donne serait une invasion terrestre totale provoquant un changement de gouvernement, à l'instar de l'Irak. Mais ce ne sera pas le cas. Les États-Unis ne disposent pas des effectifs nécessaires et sont dans l'incapacité de rassembler une "coalition des volontaires" de 30 pays, comme ils l'ont fait en Irak. De plus, l'Iran n'est pas l'Irak, ni sur le plan géographique, ni au regard de la propulsion des Iraniens à autoriser les troupes américaines à entrer dans leur capitale.

Une invasion limitée des îles, que certains estiment probable, pourrait certes réussir sur le plan militaire, mais serait sans intérêt sur le plan stratégique. L'occupation d'une ou deux îles proches du détroit d'Ormuz ne forcerait pas sa réouverture et transformerait le détroit en zone de guerre. S'emparer de l'île de Kharg, plaque tournante de la production et de l'exportation pétrolières iraniennes, serait également sans intérêt. Que feraient-ils de l'île ? Ils ont besoin de pétroliers pour exporter les hydrocarbures et éviter une récession mondiale. On ne va pas s'emparer de Kharg pour faire tourner l'économie. Et l'Iran ne suivra pas l'exemple du Venezuela en cédant ses droits pétroliers si Kharg devait être occupée. En cas d'invasion de Kharg, la guerre reprendra de plus belle et un krach mondial sera inévitable.

Le challenge le plus difficile à relever

De nombreuses analyses indiquent que cette trêve sert uniquement à gagner du temps et donner aux États-Unis et à Israël l'occasion de se réorganiser pour soit reprendre les bombardements sur l'Iran, soit lancer une invasion terrestre. C'est tout à fait logique de se poser ce genre de questions. Mais quelle que soit le scénario, la reprise des hostilités serait tellement désastreuse pour le monde, n'offrant aux États-Unis que si peu de chances de parvenir à leurs fins que la plupart des nations ont tout intérêt à s'y opposer.

Mettre fin aux massacres que commet Israël au Liban sera le challenge le plus difficile à relever. Mais je vais aller à contre-courant et prendre un peu d'avance : j'estime que le cessez-le-feu va tenir.

Trump, guidé par son ego et son narcissisme, a ruiné l'empire et, contre toute attente, a contribué à une véritable victoire anti-impérialiste. Une victoire historique. Une victoire qui pourrait tout chambouler. Je reviendrai sur le sujet en détail la semaine prochaine.

Donc, à moins que les États-Unis ne reviennent sur leur intention de pousser le monde dans un marasme économique historique, c'est l'Iran qui est clairement aux commandes.

Ce qui se passera ensuite, y compris la durée de la fermeture du détroit, ne dépend que d'eux.

Quant aux conséquences directes pour nous tous, on peut s'attendre à une hausse significative des prix et à la multiplication des pénuries.

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

CHEVAL BARBE, CAVALERIE NUMIDE ET FANTASIA ACTUELLE

Ou comment, dans ses moindres faits et gestes, la cavalerie numide a, depuis la plus haute antiquité, fortement inspiré la fantasia pratiquée de nos jours dans notre pays. Et, par extension, dans la partie nord de l'Afrique En Algérie, particulièrement, les origines de la fantasia remontent à la nuit des temps. C'est une véritable répétition d'un rituel guerrier pratiqué par nos ancêtres numides, en l'occurrence les cavaliers dans leur résistance face à l'armée romaine. Aujourd'hui, cette tradition équestre célèbre une fête religieuse (waàda), une fête civile ou alors le cheval lui-même, comme c'est le cas à Tiaret ou à M'doukal (W de Batna) pour ne citer que ces deux localités. Et le cheval barbe, symbole de la fierté des populations des hautes plaines steppiques, jouit d'une place privilégiée dans la vie affective du bédouin algérien. Connu pour être physiquement très endurant, sobre, frugal, résistant à toutes les variations climatiques et supportant sans peine toutes les privations, le cheval barbe quitta très tôt le berceau natal pour rayonner en Europe (Italie, Espagne et France) sous la selle de guerriers numides lesquels, mal connus à l'époque, étaient alors désignés par le nom de «Barbares» ; d'où l'appellation «barbe» qui fut aussi attribuée aux chevaux. Pour en revenir au contexte propre à chaque époque historique, le cheval barbe était utilisé d'abord comme cheval de guerre par les Numides, puis par Jules César pour la guerre des Gaules, ensuite par les Berbères islamisés pour envahir l'Espagne. Plus tard, ce fut le cheval de dressage favori des rois de France. Il était utilisé par Louis XIII entre autres monarques. Ce fut aussi la monture des Spahis au XIXe siècle. Plus récemment, il a été utilisé par l'armée allemande -au cours de la Seconde Guerre mondiale- pour gagner Moscou avec des chevaux Barbes réquisitionnés en Tunisie par le général Rommel. Aujourd'hui, sa maniabilité en fait un

cheval de fantasia par excellence.

L'une des plus anciennes races chevalines au monde

Il y a plusieurs théories sur l'origine de la race Barbe, très ancienne race chevaline originaire d'Afrique du Nord, qui tire son nom du mot «berbère». L'une d'entre elles dit que ce cheval descendrait d'un groupe de chevaux sauvages survivants de l'ère glaciaire. Des docteurs en paléontologie animale ont d'ailleurs démontré, entre 1987 et 2002, qu'il est vraisemblablement un cheval propre au nord de l'Afrique, issu d'un cheval sauvage domestiqué qui y vivait depuis plusieurs dizaines de milliers d'années. Le cheval Barbe est, en effet, l'une des plus anciennes races non seulement d'Afrique du Nord, mais à l'échelle de toute la planète. Il était jusqu'à présent établi, d'une manière générale, qu'il était absent durant la préhistoire saharienne. Celui-ci n'aurait été introduit qu'au IIe millénaire av. J.- C. Néanmoins, des recherches menées en Algérie depuis peu établissent que des ossements d'espèce chevaline ont été trouvés dans des gisements datant de 4000 ans et plus. Dans ce cas, «Equus algericus» serait-il la souche sauvage du cheval Barbe ?», s'interroge à raison la préhistorienne Ginette Aumassip Kadri. (in «L'Algérie des premiers hommes»).

On notera qu'en Afrique du Nord, le cheval fait partie intégrante de la vie de l'homme dans toute son histoire. Des peintures rupestres représentant des chevaux ont, à ce titre, été mises au jour en Algérie. Cette origine lointaine est d'ailleurs renforcée par les gravures rupestres et par les monuments qui existent sur le territoire de l'Afrique du Nord, tout particulièrement sur le sol algérien.

Les inscriptions en question représentent la domestication d'un cheval ayant les caractéristiques morphologiques du cheval barbe actuel. Aujourd'hui, sa maniabilité en fait un cheval de fantasia par excellence.



La fantasia nous vient du fond des âges

Cette tradition équestre qui remonte loin dans le temps est alors soumise à un ensemble de comportements codifiés. L'ambiance, engendrée par les cavalcades bruyantes des groupes, les coups de feu retentissants et l'odeur de la poudre, est très particulière.

Dans l'Ouest et le Centre de l'Algérie, on peut encore assister à des fantasias de groupes qui s'opèrent avec au moins une dizaine de cavaliers qui galopent côte à côte et arrêtent leurs montures après la salve de coups de feu et ce, à quelques mètres à peine des spectateurs. A l'Est du pays, les cavalcades s'effectuent par vagues successives de deux ou trois cavaliers et la fantasia devient exhibition de haute voltige et de jeux d'adresse. La beauté des costumes des cavaliers ainsi que le harnachement des chevaux procurent des sensations uniques. Pour témoigner des traditions hospitalières du peuple algérien, ces manifestations populaires se terminent toujours par des agapes joyeuses et conviviales, dont les méchouis et les couscous qui, très souvent, ri-

valisent de saveur et de finesse. Autour du cheval et comme pour l'honorer, se sont à ce jour formés de grands artisans selliers, tant leur amour à façonner des harnachements et des selles brodées de fil d'or et d'argent s'apparente à de l'art proprement dit. Alors, pour tout dire, question qui tombe sous le sens : dans la mesure où ils sont indéniablement éligibles au classement par l'Unesco en tant qu'éléments de patrimoine immatériel de l'humanité, le cheval Barbe ainsi que la Fantasia qui perpétue sa renommée mondiale ne devraient-ils pas figurer précisément au sein de ce patrimoine universel ? N'est-il pas grand temps de procéder au dépôt de leur dossier pour classement à l'Unesco en tant que patrimoine algérien fondé, prouvé et ce, avant que d'autres pays -bénéficiant en cela de complicités ici et là- ne se l'approprient indûment au détriment de l'Algérie ?

(Kamel Bouslama
REPORTERS ALGÉRIE)

Publié par Mustapha Amrani
sur sa page Facebook, le 12
avril 2026

L'ALLIANCE DE MARIAGE, UNE TRADITION REMONTANT À L'ÉGYPTE ANTIQUE

Les premières traces d'un échange d'alliance rituel entre deux amants pour celer leur union remonterait à l'Égypte antique, soit 4 000 ans avant notre ère. Déjà, en Égypte antique, la bague de mariage se portait à l'annulaire de la main gauche, puisque les égyptiens croyaient qu'une veine reliait directement ce doigt au cœur. Plus tard, les romains appelèrent cette veine la vena amoris.

Ce sont d'ailleurs les romains qui récupérèrent cette tradition et la transformèrent en produisant les premières alliances en métal puisqu'elles étaient surtout faites en chanvre, en osier ou en ivoire jusque-là.

Si elle trouve ses origines en Égypte antique, la tradition a ensuite voyagé et beau-

coup évolué selon les pays qui l'adoptèrent. Il y a donc de nombreuses différences d'une époque et d'un pays à l'autre.

Ainsi, tous les pays ne portent pas leur alliance à l'annulaire gauche. Les russes, les grecs et les espagnols (à l'exception des catalans) par exemple, portent leurs alliances à la main droite.

Cependant, et malgré ses quelques variantes, la tradition de l'alliance comme symbole de l'amour et de l'engagement est restée fortement ancrée au fil des siècles et des millénaires.

Publié par Mustapha Amrani sur sa
page Facebook, le 12 avril 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

AGROALIMENTAIRE

KAMEL REZIG ET AMEL ABDELLATIF VISITENT DJAZAGRO

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, ont effectué, lundi, une visite au Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro", dédié aux industries agroalimentaires, avec une large participation d'opérateurs économiques ainsi que d'entreprises nationales et étrangères, selon un communiqué conjoint des deux ministères.

Lors de cette visite, les deux ministres ont sillonné les différents stands du salon, organisé du 12 au 15 avril, où ils ont pris connaissance des dernières innovations et des produits exposés dans le domaine des industries agroalimentaires.

La visite a également été l'occasion de rencontrer plusieurs opérateurs économiques et investisseurs, et

d'écouter leurs préoccupations et leurs attentes, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités de production nationale, l'amélioration de la compétitivité des produits algériens et l'élargissement de leur présence sur les marchés extérieurs.

RE



ALGERIAN QATARI STEEL

EXPORTATION DE 185.000 TONNES DE PRODUITS FERREUX DEPUIS DÉBUT 2026

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de la wilaya de Jijel est parvenue depuis le début de l'année 2026 à exporter 185.000 tonnes de produits ferreux, a-t-on appris lundi auprès de cette société.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur du marketing à AQS, Abdelkader Khellaf, a indiqué que dans le cadre du plan visant à placer les produits de la société sur le plus grand nombre de marchés mondiaux, 185.000 tonnes de divers produits de l'AQS ont été exportées depuis le début de l'année.

"La société est parvenue ainsi à se placer sur les marchés de 45 pays des différents continents

après avoir obtenu les certifications de qualité nécessaires", a-t-il ajouté.

Il a rappelé que trois opérations d'exportation de 56.000 tonnes de billettes de fer et de fil machine ont été effectuées samedi dernier depuis les ports de Djen Djen (Jijel), de Skikda et d'Annaba, permettant d'atteindre cette quantité totale des exportations de l'AQS.

Ces résultats, a-t-il ajouté, traduisent les performances de la société et sa capacité à répondre à la demande internationale croissante et renforce la place du produit algérien sur les marchés mondiaux.

RE

COOPÉRATION BILATÉRALE

DISCUSSIONS AVEC LE GROUPE ÉGYPTIEN "EZZ STEEL" POUR UN PROJET DE PRODUCTION DE DRI

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a reçu, lundi à Alger, une délégation du groupe égyptien "Ezz Steel", pour examiner les opportunités d'investissement dans le secteur de l'industrie sidérurgique en Algérie, indique un communiqué de l'AAPI.

La délégation égyptienne est composée de plusieurs responsables du groupe, à leur tête le membre délégué de la société "Ezz Steel", Raed Beblawy, en sus de membres et cadres dirigeants chargés des différents aspects techniques, juridiques et de développement, précise la même source.

A cette occasion, le groupe "Ezz Steel" a présenté un exposé sur le projet d'investissement qu'il entend concrétiser en Algérie. Il s'agit de la production de fer à réduction directe (DRI), avec

des perspectives d'extension pour inclure la création d'un complexe industriel intégré couvrant les différentes étapes de production du fer et de l'acier.

De son côté, l'AAPI a passé en revue avec la délégation égyptienne le climat d'investissement en Algérie, notamment les dispositifs réglementaires en vigueur, les incitations et avantages accordés aux investisseurs, outre les mécanismes d'accompagnement et de mise à disposition du foncier industriel en fonction des spécificités techniques des projets. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de l'AAPI visant à explorer les opportunités d'investissement en Algérie et à renforcer les capacités de production nationale.

RE

COMMERCE EXTÉRIEUR

KAMEL REZIG PRÉSIDE UNE RÉUNION AVEC UNE DÉLÉGATION DE L'ABEF

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a présidé, lundi, une réunion de travail avec une délégation de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), conduite par le délégué général de l'Association, Rachid Belaid, en vue d'examiner les préoccupations des opérateurs économiques concernant notamment la domiciliation bancaire, indique le ministère dans un communiqué.

Cette réunion s'est déroulée au siège du ministère, en présence de ses cadres, ainsi que de représen-

tants du secteur bancaire, précise le communiqué.

Les discussions ont porté sur l'examen des différentes questions et préoccupations soulevées par les opérateurs économiques, notamment celles relatives aux opérations de domiciliation bancaire relatives aux programmes prévisionnels d'importation pour le premier semestre de l'année en cours, en vue d'assurer le bon déroulement des opérations commerciales extérieures et faciliter les procédures au profit des entreprises économiques", conclut le communiqué.

RE

TRAVAUX PUBLICS

DJELLAOUI PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL SUR LES MODALITÉS D'HOMOLOGATION DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi, une réunion de travail consacrée à l'examen de l'état d'avancement du dossier relatif aux modalités d'homologation des matériaux de construction, de maintenance, et d'exploitation des ouvrages, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion a eu lieu au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale et du directeur général de l'Organisme national de

contrôle technique des travaux publics (CCTP).

La rencontre a permis de souligner l'importance de l'opération d'homologation des matériaux de construction, de maintenance, et d'exploitation des ouvrages relevant du secteur, en tant qu'élément essentiel pour garantir la sécurité, améliorer la performance de ces ouvrages et assurer leur conformité aux normes juridiques et techniques en vigueur, souligne le communiqué.

RE

FORMATIONS MILITAIRES

LE CENTRE DE FORMATION DES TROUPES SPÉCIALES CHAHID MOHAMED SAÏD-BENCHAIB OUVRE SES PORTES AU PUBLIC

Le Centre de formation des troupes spéciales chahid Mohamed Saïd-Benchaïb de Biskra, relevant de la 4e Région militaire (RM), a ouvert lundi ses portes au public pour présenter les capacités et les réalisations de cette arme.

Supervisant l'ouverture de cette manifestation, le commandant du Centre a indiqué que ces portes qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de communication de l'Armée nationale populaire d'ouverture au public et de rapprochement de l'institution militaire du citoyen ont pour objectif de communiquer avec les citoyens et leurs pré-

senter les missions et la nature de la formation de ce centre.

La manifestation a donné lieu à la présentation des équipements spécifiques à l'arme des troupes spéciales, des moyens utilisés pour la formation théorique et pratique, du matériel de parachutisme, des armes et du matériel de liaison et d'ingénierie ainsi que les moyens de loisirs assurés aux stagiaires par le centre.

Le public a pu également assister à une séance de tir, des exhibitions d'arts martiaux et une manœuvre tactique de contrôle d'un lieu occupé par une force ennemie re-

flétant les capacités physiques et techniques des éléments des forces d'élite.

Cette manifestation d'une journée s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires et les cadres du centre ont accueilli à l'occasion un grand nombre de citoyens dont des écoliers et des étudiants qui ont reçu des explications sur le rôle et les missions du centre et les conditions pour intégrer les rangs des troupes spéciales.

RA